

HÉROUX-DEVTEK
RAPPORT TRIMESTRIEL
TROISIÈME TRIMESTRE CLOS
LE 31 DECEMBRE 2011



UNE PRÉSENCE DE CLASSE MONDIALE

HÉROUX DEVTEK 



MESSAGE AUX ACTIONNAIRES

Troisième trimestre clos le 31 décembre 2011

Au nom du conseil d'administration, je suis heureux de vous présenter les résultats financiers de Héroux-Devtek pour le troisième trimestre clos le 31 décembre 2011.

Héroux-Devtek a une fois de plus enregistré une solide performance au troisième trimestre, alors que toutes nos lignes de produits ont affiché une progression de leurs ventes et que nous avons accru notre rentabilité et renforcé notre situation financière. Au cours du trimestre, nous avons procédé à l'inauguration de notre nouvelle usine de fabrication de Querétaro, au Mexique. Cette expansion stratégique accroît encore davantage notre flexibilité, rehausse notre proposition de valeur aux fabricants d'équipement et améliore notre compétitivité globale. Elle fait aussi de Héroux-Devtek une organisation plus solide, pleinement capable de répondre à la demande croissante dans ses marchés de base et de fournir à ses clients des produits et services à valeur ajoutée au meilleur coût.

Les ventes consolidées se sont établies à 93,4 millions de dollars au troisième trimestre, en hausse de 8,8 % par rapport à 85,8 millions de dollars lors de la même période l'an dernier. Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2012, les ventes du secteur Aérospatiale ont atteint 83,6 millions de dollars, en hausse de 5,3 % par rapport à celles de 79,5 millions de dollars réalisées l'an dernier. Les ventes de la ligne de produits Trains d'atterrissage ont progressé de 6,6 % pour s'établir à 59,0 millions de dollars, alors que l'accroissement du niveau d'activité de certains programmes de gros porteurs commerciaux, principalement celui du B-777, et l'augmentation des besoins des clients sur le marché secondaire dans le secteur militaire, ont plus que compensé la baisse de la demande des clients dans les marchés des avions régionaux et de certains hélicoptères commerciaux ainsi que l'évolution défavorable des devises. Les ventes de la ligne de produits Aérostructure ont progressé de 2,6 % pour s'établir à 24,5 millions de dollars en raison d'une augmentation des ventes liées aux programmes de jets d'affaires et à celui du JSF, qui ont plus que contrebalancé le recul des ventes associées à certains programmes militaires de même que la diminution de la demande des clients dans certains programmes d'avions régionaux. Les ventes du secteur Industriel se sont élevées à 9,8 millions de dollars au troisième trimestre de l'exercice 2012, comparativement à 6,4 millions de dollars un an auparavant. Cette forte progression de 53,1 % reflète l'accroissement de la demande d'équipement lourd dans l'industrie minière et l'augmentation des ventes réalisées dans le secteur de la production d'énergie.

Les fluctuations de la valeur du dollar canadien par rapport à la devise américaine ont eu pour effet de diminuer le montant des ventes du troisième trimestre de 0,5 million de dollars, ou 0,5 %, par rapport à l'an dernier, et de réduire la marge brute de 0,3 million de dollars, ou 0,2 % des ventes. Les répercussions de l'évolution des devises sur la marge brute de la Société sont atténuées du fait de l'utilisation de contrats de change à terme pour la vente de dollars américains et de la couverture naturelle découlant des achats de matériaux effectués en dollars américains.

Le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (« BAIIA ») s'est établi à 16,9 millions de dollars, soit 18,1 % des ventes, comparativement à 14,7 millions de dollars, ou 17,1 % des ventes l'an dernier. Cette amélioration est essentiellement attribuable à une composition des ventes plus avantageuse, une augmentation de la productivité et une meilleure imputation des frais généraux de fabrication découlant d'un accroissement du volume des ventes. Le résultat opérationnel s'est élevé à 10,8 millions de dollars, soit 11,5 % des ventes, en hausse par rapport à 8,7 millions de dollars, ou 10,1 % des ventes, l'an dernier.

Le résultat net a augmenté de 33,8 % pour atteindre 6,9 millions de dollars, soit 0,23 \$ par action sur une base pleinement diluée, comparativement à 5,2 millions de dollars, ou 0,17 \$ par action sur une base pleinement diluée, un an plus tôt. Les résultats du troisième trimestre de l'exercice 2012 comprennent des frais après impôts de 315 000 \$, ou 0,01 \$ par action, engagés dans le cadre du démarrage de la nouvelle usine du Mexique.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2012, les ventes consolidées se chiffrent à 271,3 millions de dollars, en hausse de 7,8 % par rapport aux ventes de 251,6 millions de dollars réalisées lors de la même période un an plus tôt. Si l'on exclut l'apport supplémentaire de l'unité d'exploitation Landing Gear USA au premier trimestre et l'incidence défavorable de

l'évolution des devises, les ventes ont augmenté de 9,0 % depuis le début de l'exercice. Les ventes du secteur Aérospatiale ont progressé de 5,8 % pour s'établir à 245,9 millions de dollars, tandis que les ventes du secteur Industriel ont augmenté de 32,7 % pour atteindre 25,4 millions de dollars. Le BAIIA s'élève à 45,4 millions de dollars, soit 16,7 % des ventes, comparativement à 38,0 millions de dollars, ou 15,1 % des ventes, un an auparavant. Le résultat opérationnel se chiffre à 27,5 millions de dollars, soit 10,1 % des ventes, comparativement à 19,8 millions de dollars, ou 7,9 % des ventes, l'an dernier. Le résultat net s'établit à 17,5 millions de dollars, soit 0,57 \$ par action sur une base pleinement diluée, comparativement à 11,1 millions de dollars, ou 0,37 \$ par action sur une base pleinement diluée, lors de l'exercice précédent. Les résultats des neuf premiers mois de l'exercice 2012 comprennent des frais après impôts de 653 000 \$, soit 0,02 \$ par action, engagés dans le cadre du démarrage de la nouvelle usine du Mexique, tandis qu'au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2011, des frais de restructuration liés à la fermeture de l'usine de Rivière-des-Prairies avaient eu pour effet de réduire le résultat net de 0,02 \$ par action, après impôts.

Au 31 décembre 2011, le carnet de commandes fermes de Héroux-Devtek s'élevait à 515 millions de dollars, comparativement à 526 millions de dollars trois mois plus tôt et à 502 millions de dollars au début de l'exercice financier, tout en demeurant bien diversifié.

Les conditions demeurent favorables dans le marché de l'aérospatiale commerciale. Les fabricants de gros porteurs commerciaux devraient procéder à plusieurs augmentations de la cadence de production de leurs programmes d'envergure jusqu'à l'année civile 2014, le nombre de nouvelles commandes a augmenté de manière considérable au cours de l'année civile 2011 et tant Boeing qu'Airbus prévoient une hausse des livraisons pour l'année civile 2012. Le marché des jets d'affaires continue d'observer des signes positifs : il est prévu que les livraisons commenceront à augmenter modestement au cours de l'année civile 2012 et la croissance devrait par la suite s'accélérer. Le marché de l'aérospatiale militaire s'est stabilisé alors que les gouvernements tentent de résorber leur déficit. En ce qui a trait au programme du JSF, Héroux-Devtek prévoit toujours accroître, au cours de l'exercice 2012, son nombre d'unités produites et expédiées, comparativement à l'exercice 2011, en raison de l'accélération de la cadence de production de deux versions de l'appareil et de l'obtention d'une part plus importante de la production totale. Enfin, la conjoncture demeure favorable dans les principaux marchés industriels que dessert la Société alors que le nombre de nouvelles commandes continue d'augmenter et que les carnets de commandes de ses principaux clients sont en progression.

Héroux-Devtek profitera des retombées de l'accélération de la cadence de production de plusieurs programmes d'envergure auxquels la société participe dans le secteur de l'aérospatiale commerciale. D'autre part, notre portefeuille de commandes dans le secteur militaire est diversifié et nous maintenons un bon équilibre entre la fabrication de nouveaux composants et la fourniture de services sur le marché secondaire, ce qui devrait atténuer l'impact d'éventuelles réductions des budgets alloués à la défense. Parallèlement, la solidité de notre bilan nous permet d'envisager la réalisation d'acquisitions stratégiques susceptibles d'enrichir notre portefeuille de produits et nos technologies, et de créer de la valeur durable pour nos actionnaires. À court terme, compte tenu des robustes résultats que nous avons obtenus au quatrième trimestre l'an dernier, nous continuons de prévoir que nos ventes enregistreront une croissance interne d'environ 5 % pour l'exercice en cours qui prendra fin le 31 mars 2012, en supposant que le dollar canadien demeure à parité avec la devise américaine.

Gilles Labbé
Président et chef de la direction
Le 3 février 2012



ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Troisième trimestre clos le 31 décembre 2011

Héroux-Devtek Inc.

Avis de non-examen des états financiers consolidés intermédiaires résumés par les auditeurs externes pour les trimestres clos les 31 décembre 2011 et 2010.

En vertu de l'alinéa a) du paragraphe 3) de l'article 4.3 de la partie 4 du Règlement 51-102 émis par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières, si les auditeurs externes n'ont pas effectué l'examen des états financiers, ces états financiers doivent être accompagnés d'un avis indiquant ce fait.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ci-joints de la Société pour les trimestres clos les 31 décembre 2011 et 2010 ont été préparés conformément à l'International Accounting Standard 34, *Information financière intermédiaire*, et aux exigences de l'International Financial Reporting Standard 1, *Première application des Normes internationales d'information financière*, et sont la responsabilité de la direction de la Société.

Les auditeurs externes de la Société, Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L., n'ont pas effectué un examen des présents états financiers consolidés résumés selon les normes établies par l'Institut Canadien des Comptables agréés en ce qui concerne l'examen des états financiers par les auditeurs externes d'une entité.

Le 3 février 2012.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

(Pour les trimestres clos les 31 décembre 2011 et 2010)

TABLE DES MATIÈRES

BILANS CONSOLIDÉS	6
ÉTATS DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS.....	7
ÉTATS DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉS.....	8
ÉTATS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS	9
ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS	10
Note 1. Nature des activités et information sur la Société	11
Note 2. Base d'établissement	11
Note 3. Prises de position récente en matière de comptabilité.....	11
Note 4. Aide gouvernementale.....	12
Note 5. Coût des ventes, frais de vente et d'administration.....	12
Note 6. Frais financiers.....	12
Note 7. Frais de restructuration.....	13
Note 8. Bénéfice par action	13
Note 9. Instruments financiers dérivés.....	13
Note 10. Autres actifs à court terme	14
Note 11. Dette à long terme	14
Note 12. Capital émis	15
Note 13. Cumul des autres éléments du résultat global.....	17
Note 14. Variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités opérationnelles	17
Note 15. Engagements	18
Note 16. Information sectorielle	18
Note 17. Passage aux Normes internationales d'information financière	20
Note 18. Reclassement	24

BILANS CONSOLIDÉS

Au 31 décembre 2011 et au 31 mars 2011

(en milliers de dollars canadiens) (non audités)

	Notes	31 décembre 2011	31 mars 2011
Actif			
Actif à court terme			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		49 377 \$	32 910 \$
Comptes clients		47 264	62 623
Impôts à recevoir		-	716
Stocks		143 649	134 837
Instruments financiers dérivés	9	5 884	10 923
Autres actifs à court terme	10	17 511	14 738
		263 685	256 747
Immobilisations corporelles, montant net	4	153 716	150 677
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net	4	24 748	18 486
Instruments financiers dérivés	9	4 212	10 132
Goodwill		37 004	35 887
Autres actifs	7	611	611
Total de l'actif		483 976 \$	472 540 \$
Passif et capitaux propres			
Passif à court terme			
Comptes fournisseurs et charges à payer		51 988 \$	52 577 \$
Comptes fournisseurs – autres		1 369	4 128
Provisions		12 227	11 786
Facturations progressives		21 297	24 555
Impôts à payer		2 502	1 622
Instruments financiers dérivés	9	1 117	852
Tranche à court terme de la dette à long terme	11	10 225	6 353
		100 725	101 873
Dette à long terme	11	106 243	99 155
Provisions		4 302	4 805
Facturations progressives		6 043	8 810
Instruments financiers dérivés	9	3 477	1 158
Passifs d'impôt différé		14 216	18 931
Autres passifs		13 230	13 265
		248 236	247 997
Capitaux propres			
Capital émis	12	101 982	100 136
Surplus d'apport		2 974	3 330
Cumul des autres éléments du résultat global	13	3 543	9 947
Résultats non distribués		127 241	111 130
		235 740	224 543
		483 976 \$	472 540 \$

Engagements (note 15)

Les notes ci-jointes, y compris la note 17 – *Passage aux Normes internationales d'information financière*, font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

ÉTATS DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Pour les périodes closes les 31 décembre 2011 et 2010

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action) (non audités)

	Notes	Trimestres clos les 31 décembre		Neuf mois clos les 31 décembre	
		2011	2010	2011	2010
Ventes		93 412 \$	85 843 \$	271 287 \$	251 578 \$
Coût des ventes	4, 5	76 283	70 572	224 988	213 381
Marge brute		17 129	15 271	46 299	38 197
Frais de vente et d'administration	5	6 348	6 560	18 796	18 430
Résultat opérationnel		10 781	8 711	27 503	19 767
Frais financiers	6	1 629	1 420	4 574	3 898
Résultat avant impôt sur le résultat et frais de restructuration		9 152	7 291	22 929	15 869
Frais de restructuration	7	-	-	-	637
Résultat avant impôt sur le résultat		9 152	7 291	22 929	15 232
Impôt sur le résultat		2 242	2 126	5 410	4 095
Résultat net		6 910 \$	5 165 \$	17 519 \$	11 137 \$
Bénéfice par action – de base	8	0,23 \$	0,17 \$	0,58 \$	0,37 \$
Bénéfice par action - dilué	8	0,23 \$	0,17 \$	0,57 \$	0,37 \$

Les notes ci-jointes, y compris la note 17 - *Passage aux Normes internationales d'information financière*, font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

ÉTATS DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉS

Pour les périodes closes les 31 décembre 2011 et 2010

(en milliers de dollars canadiens) (non audités)

Pour les trimestres clos les 31 décembre

	Notes	2011	2010
	13		
Résultat net		6 910 \$	5 165 \$
Autres éléments du résultat global :			
Pertes découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger		(4 331)	(2 654)
Couverture de flux de trésorerie :			
Gains sur évaluation des instruments financiers dérivés, déduction faite des impôts de 1 452 \$ (1 497 \$ en 2010)		3 769	4 442
Gains sur instruments financiers dérivés reclassés à l'état des résultats consolidé, déduction faite des impôts de 458 \$ (659 \$ en 2010)		(1 191)	(1 815)
Gains sur la couverture des investissements nets dans des établissements américains, déduction faite des impôts de 242 \$		1 614	-
Régimes de retraite à prestations définies :			
Pertes actuarielles, déduction faite des impôts recouverts de 33 \$ (34 \$ en 2010)		(84)	(93)
Autres éléments du résultat global		(223) \$	(120) \$
Résultat global		6 687 \$	5 045 \$

Pour les périodes de neuf mois closes les 31 décembre

	Notes	2011	2010
	13		
Résultat net		17 519 \$	11 137 \$
Autres éléments du résultat global :			
Gain (perte) découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger		5 521	(1 449)
Couverture de flux de trésorerie :			
Gains (pertes) sur évaluation des instruments financiers dérivés, déduction faite des impôts (recouvrement) de (1 008) \$ (1 515 \$ en 2010)		(2 914)	4 583
Gains sur instruments financiers dérivés reclassés à l'état des résultats consolidé, déduction faite des impôts de 2 435 \$ (1 594 \$ en 2010)		(6 660)	(4 389)
Pertes sur la couverture des investissements nets dans des établissements américains, déduction faite des impôts recouverts de 469 \$		(2 351)	-
Régimes de retraite à prestations définies :			
Pertes actuarielles, déduction faite des impôts recouverts de 993 \$ (512 \$ en 2010)		(2 646)	(1 410)
Variation nette de la limite des actifs et des exigences de financement minimal, déduction faite des impôts de 449 \$		1 238	-
Autres éléments du résultat global		(7 812) \$	(2 665) \$
Résultat global		9 707 \$	8 472 \$

Les notes ci-jointes, y compris la note 17 - *Passage aux Normes internationales d'information financière*, font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

ÉTATS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

Pour les périodes closes les 31 décembre 2011 et 2010

(en milliers de dollars canadiens) (non audités)

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2011

	Notes	Capital émis	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Capitaux propres
Solde au 31 mars 2011		100 136 \$	3 330 \$	9 947 \$	111 130 \$	224 543 \$
Actions ordinaires :	12					
Émises dans le cadre du régime d'options sur actions		1 611	(657)	-	-	954
Émises dans le cadre du régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat		235	-	-	-	235
Charge au titre du paiement fondé sur des actions	12	-	301	-	-	301
Résultat net		-	-	-	17 519	17 519
Autres éléments du résultat global		-	-	(6 404)	(1 408)	(7 812)
Solde au 31 décembre 2011		101 982 \$	2 974 \$	3 543 \$	127 241 \$	235 740 \$

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2010

	Notes	Capital émis	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Capitaux propres
Solde au 1^{er} avril 2010		100 641 \$	3 145 \$	11 198 \$	96 079 \$	211 063 \$
Actions ordinaires :	12					
Émises dans le cadre du régime d'options sur actions		747	-	-	-	747
Émises dans le cadre du régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat		254	-	-	-	254
Rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société		(1 979)	-	-	(1 591)	(3 570)
Charge au titre du paiement fondé sur des actions	12	-	170	-	-	170
Résultat net		-	-	-	11 137	11 137
Autres éléments du résultat global		-	-	(1 255)	(1 410)	(2 665)
Solde au 31 décembre 2010		99 663 \$	3 315 \$	9 943 \$	104 215 \$	217 136 \$

Les notes ci-jointes, y compris la note 17 - *Passage aux Normes internationales d'information financière*, font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

Pour les périodes closes les 31 décembre 2011 et 2010

(en milliers de dollars canadiens) (non audités)

	Notes	Trimestres clos les 31 décembre		Neuf mois clos les 31 décembre	
		2011	2010	2011	2010
Trésorerie et équivalents de trésorerie liés à ce qui suit :					
Activités opérationnelles					
Résultat net		6 910 \$	5 165 \$	17 519 \$	11 137 \$
Éléments hors trésorerie :					
Charge d'amortissement	5	6 124	5 974	17 928	18 184
Impôts différés		(57)	1 244	(497)	1 864
Perte à la vente d'immobilisations corporelles		126	229	154	306
Amortissement des frais de financement différés	6	110	42	330	126
Charge de désactualisation au titre des intérêts	6	554	421	1 588	1 210
Charge au titre du paiement fondé sur des actions	12	118	24	301	170
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles		13 885	13 099	37 323	32 997
Variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités opérationnelles	14	(3 750)	4 262	(2 521)	(5 083)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		10 135	17 361	34 802	27 914
Activités d'investissement					
Acquisition d'immobilisations corporelles ¹		(3 626)	(4 731)	(13 531)	(13 824)
Augmentation d'actifs incorporels à durée d'utilité limitée, montant net		(1 550)	(2 393)	(7 716)	(6 122)
Produit de la vente d'immobilisations corporelles		335	71	370	141
Acquisition d'entreprise		-	-	-	(28 813)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(4 841)	(7 053)	(20 877)	(48 618)
Activités de financement					
Augmentation de la dette à long terme		814	3 041	4 090	21 916
Remboursement de la dette à long terme		(1 119)	(1 242)	(4 278)	(4 411)
Rachat d'actions ordinaires	12	-	(72)	-	(3 570)
Émission d'actions ordinaires	12	76	84	1 189	1 001
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		(229)	1 811	1 001	14 936
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		(1 106)	(1 196)	1 541	(533)
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours des périodes		3 959	10 923	16 467	(6 301)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début des périodes		45 418	29 367	32 910	46 591
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin des périodes		49 377 \$	40 290 \$	49 377 \$	40 290 \$
Intérêts et impôts pris en compte dans les activités opérationnelles :					
Intérêts payés		921 \$	899 \$	2 733 \$	2 537 \$
Impôts payés		1 992 \$	155 \$	4 040 \$	406 \$

¹⁾ Au cours du trimestre et de la période de neuf mois cette année, les acquisitions d'immobilisations corporelles totalisent 8 060 \$ et 17 091 \$ respectivement (4 731 \$ et 13 824 \$ l'an dernier). Ces acquisitions mentionnées ci-haut incluent la variation des acquisitions non payées en fin de période et sont présentées compte non tenu de ceux acquises sous contrats de location-financement.

Les notes ci-jointes, y compris la note 17 - *Passage aux Normes internationales d'information financière*, font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Pour les périodes closes les 31 décembre 2011 et 2010

(Tous les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action) (non audités)

Note 1. Nature des activités et information sur la Société

Héroux-Devtek Inc. est constituée en société en vertu des lois du Québec. Son siège social est situé au Complexe St-Charles, 1111, rue St-Charles Ouest, bureau 658, tour Est, Longueuil (Québec) Canada. Héroux-Devtek Inc. et ses filiales (la «Société») se spécialisent dans la conception, le développement, la fabrication, la réparation et la remise à neuf de systèmes et de composants utilisés principalement dans les secteurs Aérospatiale et Produits industriels.

Note 2. Base d'établissement

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés pour le trimestre et la période de neuf mois clos les 31 décembre 2011 ont été préparés selon l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*. Les méthodes comptables et les modalités de calcul utilisées pour la préparation des ces états financiers consolidés intermédiaires résumés sont identiques à celles utilisées pour la préparation des états financiers consolidés intermédiaires résumés pour les trimestres clos le 30 juin 2011 et le 30 septembre 2011. De plus, les états financiers consolidés intermédiaires résumés pour le trimestre clos le 30 juin 2011 contiennent des informations annuelles supplémentaires selon les Normes internationales d'information financière («IFRS») qui ne sont pas présentées dans les états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 mars 2011 préparés selon le référentiel comptable canadien antérieur. Par conséquent, les états financiers consolidés intermédiaires résumés pour le trimestre et la période de neuf mois clos les 31 décembre 2011 doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 mars 2011 préparés selon le référentiel comptable canadien antérieur et les états financiers consolidés intermédiaires résumés pour le trimestre clos le 30 juin 2011.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été approuvés par le conseil d'administration de la Société le 2 février 2012.

Note 3. Prises de position récente en matière de comptabilité

IFRS 9 - *Instruments financiers*

Le 12 novembre 2009, l'IASB a publié l'IFRS 9 - *Instruments financiers*, première étape de son projet visant à remplacer l'IAS 39 - *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. L'IFRS 9 simplifie l'évaluation et le classement des actifs financiers en réduisant le nombre de classes d'évaluation et en supprimant les règles complexes axées sur les dérivés incorporés dans l'IAS 39. De plus, la nouvelle norme comprend une option de juste valeur pour la désignation d'un passif financier non dérivé, son classement et son évaluation. Cette norme sera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2015, et l'application anticipée est permise.

IFRS 13 - *Évaluation de la juste valeur*

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 13 - *Évaluation de la juste valeur*. L'IFRS 13 améliorera la cohérence et réduira la complexité en fournissant une définition précise de la juste valeur et une source unique pour l'évaluation de la juste valeur et les exigences en matière d'informations à fournir qui s'appliquent à l'ensemble des IFRS. Cette norme sera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2013, et l'application anticipée est permise.

IAS 1 - *Présentation des états financiers*

En juin 2011, l'IASB a apporté des modifications à l'IAS 1, *Présentation des états financiers*. Le principal changement résultant des modifications apportées à l'IAS 1 est une exigence de regrouper les éléments dans les Autres éléments du résultat global susceptibles d'être reclassés dans l'état des résultats. Les modifications confirmeront également les exigences actuelles de présentation des Autres éléments du résultat global et du résultat net dans un seul état ou dans deux états consécutifs. La version modifiée de l'IAS 1 entrera en vigueur pour les exercices de la Société ouverts à compter du 1^{er} avril 2013, et l'application anticipée est permise.

IAS 19 - Avantages du personnel

En juin 2011, l'IASB a apporté des modifications à l'IAS 19, *Avantages du personnel*. Parmi les changements, les modifications exigent que les entités calculent le coût de financement des régimes à prestations définies en appliquant le taux d'actualisation servant à déterminer les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi aux obligations nettes au titre des avantages postérieurs à l'emploi (habituellement, la valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies diminuée de la juste valeur des actifs du régime). Cette modification devrait entraîner une hausse du coût de financement net pour la Société. En outre, les modifications apportées à l'IAS 19 améliorent les exigences quant aux informations à fournir pour les régimes à prestations définies en prévoyant des informations additionnelles sur les caractéristiques des régimes à prestations définies et les risques auxquels une entité est exposée du fait de sa participation à ces régimes. La version modifiée de l'IAS 19 entrera en vigueur pour les exercices de la Société ouverts à compter du 1^{er} avril 2013, et l'application anticipée est permise.

La Société évalue actuellement l'incidence qu'aura l'adoption de ces nouvelles normes.

Note 4. Aide gouvernementale

Au cours du trimestre clos le 31 décembre 2011, la Société a comptabilisé une aide gouvernementale pour un montant de 1 208 \$ à titre de réduction du coût des ventes (867 \$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2010) et un montant de 736 \$ à titre de réduction des immobilisations corporelles ou des coûts de développement capitalisés connexes (1 578 \$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2010).

Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2011, la Société a comptabilisé une aide gouvernementale pour un montant de 2 633 \$ à titre de réduction du coût des ventes (1 854 \$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2010) et un montant de 2 179 \$ à titre de réduction des immobilisations corporelles ou des coûts de développement capitalisés connexes (3 049 \$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2010).

Note 5. Coût des ventes, frais de vente et d'administration

Les principaux éléments pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 31 décembre se présentent comme suit :

	Trimestres clos les 31 décembre		Neuf mois clos les 31 décembre	
	2011	2010	2011	2010
Matières premières et pièces achetées	31 541 \$	28 969 \$	96 085 \$	88 884 \$
Charges liées aux employés	31 576	29 999	93 058	87 470
Amortissement	6 124	5 974	17 928	18 184
Autres	13 390	12 190	36 713	37 273
	82 631 \$	77 132 \$	243 784 \$	231 811 \$

Note 6. Frais financiers

Les frais financiers pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 31 décembre se résument comme suit :

	Trimestres clos les 31 décembre		Neuf mois clos les 31 décembre	
	2011	2010	2011	2010
Frais d'intérêt	897 \$	952 \$	2 467 \$	2 520 \$
Désactualisation au titre des intérêts sur les prêts des autorités gouvernementales	434	352	1 234	990
Amortissement des frais de financement différés	110	42	330	126
Commission d'attente	108	23	322	66
Autre charge de désactualisation au titre des intérêts	120	69	354	220
	1 669	1 438	4 707	3 922
Gain sur les instruments financiers classés comme JVBRN ¹ – produits d'intérêt	(40)	(18)	(133)	(24)
	1 629 \$	1 420 \$	4 574 \$	3 898 \$

¹⁾ Juste valeur par le biais du résultat net

Note 7. Frais de restructuration

Le 13 mai 2010, la Société a annoncé qu'elle lançait des initiatives en vue d'optimiser et de consolider sa capacité de production dans le secteur Aérospatiale, tout en améliorant encore davantage la productivité de ses installations situées au Québec. Par conséquent, la Société a fermé son usine de Rivière-des-Prairies, au Québec, en septembre 2010 et sa production a été transférée dans les autres installations de la Société situées dans la région métropolitaine de Montréal. Au cours de la période de six mois close le 30 septembre 2010, la Société a comptabilisé des frais de restructuration s'élevant à 637 \$ (454 \$ déduction faite des impôts). Au 31 décembre 2011 et au 31 mars 2011, la valeur du bâtiment rattaché à cette installation s'élevait à 611 \$ et est classifiée au titre des actifs détenus en vue de la vente sous la rubrique Autres actifs dans le bilan consolidé.

Note 8. Bénéfice par action

Le tableau suivant présente les éléments servant au calcul du bénéfice de base et dilué par action pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 31 décembre:

	Trimestres clos les 31 décembre		Neuf mois clos les 31 décembre	
	2011	2010	2011	2010
Résultat net	6 910 \$	5 165 \$	17 519 \$	11 137 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	30 402 527	30 070 815	30 335 097	30 104 849
Effet dilutif des options sur actions de la Société	262 290	244 588	324 838	227 434
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées en circulation	30 664 817	30 315 403	30 659 935	30 332 283

Le calcul du bénéfice dilué par action ordinaire ne tient pas compte de l'effet de dilution potentiel de certaines options sur actions de la Société puisque leur effet est antidilutif. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos les 31 décembre 2011, 570 000 et 350 000 options respectivement sur actions du régime de la Société (1 078 000 pour chacune des deux périodes correspondantes en 2010) ont été exclues du calcul du bénéfice dilué par action.

Note 9. Instruments financiers dérivés

Contrats de change à terme

Au 31 décembre 2011, la Société était partie à des contrats de change à terme totalisant 161,4 millions de dollars américains à un taux moyen pondéré de 1,0690 (dollar canadien par rapport au dollar américain («\$ CA/\$ US»)). Au 31 mars 2011 et au 31 décembre 2010, ces contrats totalisaient respectivement 159,0 millions de dollars américains à un taux moyen pondéré de 1,1032 \$ CA/\$ US et 143,1 millions de dollars américains à un taux moyen pondéré de 1,1288 \$ CA/\$ US. Ces contrats viendront à échéance au cours des quatre prochains exercices, la majorité échéant au cours des deux prochains exercices.

Au 31 décembre 2011, la Société était également partie à des contrats de change à terme totalisant 4,7 millions de dollars américains à un taux moyen pondéré de 1,2262 \$ CA/\$ US. Au 31 mars 2011 et au 31 décembre 2010, ces contrats totalisaient respectivement 7,7 millions de dollars américains à un taux moyen pondéré de 1,2343 \$ CA/\$ US et 8,5 millions de dollars américains à un taux moyen pondéré de 1,2359 \$ CA/\$ US. Ces contrats viendront tous à échéance au cours de l'exercice 2014 et sont pour couvrir le risque de change lié à certains instruments financiers dérivés incorporés.

Ententes de swap de taux d'intérêt

Au 31 décembre 2011 et au 31 mars 2011, la Société avait conclu trois ententes de swap de taux d'intérêt, pour un montant nominal total de 40 millions de dollars américains, fixant le TIOL à 3,90 % pour un montant de 20 millions de dollars américains et à 3,91 % pour un autre montant de 20 millions de dollars américains, et échéant en décembre 2015.

Note 10. Autres actifs à court terme

	31 décembre 2011	31 mars 2011
Crédits d'impôt à l'investissement et autres crédits d'impôt à recevoir	10 989 \$	8 427 \$
Taxes de vente à recevoir	1 968	1 713
Dépôts sur la machinerie et l'équipement (note 15)	445	223
Frais payés d'avance	2 846	2 498
Autres	1 263	1 877
	17 511 \$	14 738 \$

Note 11. Dette à long terme

	31 décembre 2011	31 mars 2011
Facilité de crédit renouvelable de premier rang, consortiale et garantie («facilité de crédit») d'au plus 150 000 \$, en dollars canadiens ou l'équivalent en dollars américains, dont l'échéance est le 15 mars 2016, portant intérêt au TIOL majoré de 1,875 % au 31 décembre 2011 et au 31 mars 2011 et représentant un taux d'intérêt effectif de 2,2% (2,2 % au 31 mars 2011). Cette facilité de crédit comprend une clause accordéon qui permettrait de l'augmenter jusqu'à 225 millions de dollars sous réserve de l'approbation des prêteurs. Au 31 décembre et au 31 mars 2011, la Société avait prélevé 59 500 dollars américains sur sa facilité de crédit.	60 512 \$	57 691 \$
Prêts des autorités gouvernementales remboursables par versements annuels variables échéant à diverses dates jusqu'en 2026.	32 470	27 707
Obligations en vertu de contrats de location-financement portant toutes intérêt à des taux fixes variant de 3,1 % à 9,3 % échéant entre novembre 2012 et janvier 2019, ayant une période d'amortissement variant de cinq à huit ans, garanties par les immobilisations corporelles connexes, déduction faite des intérêts de 2 881 \$ (2 299 \$ au 31 mars 2011).	23 412	19 760
Billet remboursable sur une période de 40 mois, jusqu'en juillet 2013, à taux d'intérêt fixe de 5 % et garanti par la Société.	1 942	2 548
Frais de financement différés, montant net	(1 868)	(2 198)
	116 468	105 508
Moins : tranche à court terme	10 225	6 353
	106 243 \$	99 155 \$

Note 12. Capital émis

Autorisé

Actions ordinaires avec droit de vote, sans valeur nominale	Nombre illimité
Actions privilégiées de premier rang pouvant être émises en séries, sans valeur nominale	Nombre illimité
Actions privilégiées de second rang pouvant être émises en séries, sans valeur nominale	Nombre illimité

Les droits, privilèges, restrictions et conditions des actions privilégiées peuvent être établis par le conseil d'administration.

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos les 31 décembre 2011, les variations d'actions ordinaires émises se présentent comme suit :

	Trimestre clos le 31 décembre 2011		Neuf mois clos le 31 décembre 2011	
	Nombre	Capital émis	Nombre	Capital émis
Actions ordinaires émises et entièrement libérées				
Solde d'ouverture	30 395 439	101 906 \$	30 173 798	100 136 \$
Émises au comptant à l'exercice des options sur actions	-	-	200 323	1 611
Émises au comptant dans le cadre du régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat	12 135	76	33 453	235
Solde de clôture	30 407 574	101 982 \$	30 407 574	101 982 \$

Émission d'actions ordinaires

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos les 31 décembre 2011, la Société a émis 12 135 et 233 776 actions ordinaires respectivement à des prix moyens pondérés de 6,24 \$ et 5,09 \$ pour des contreparties totales en espèces de 76 \$ et 1 189 \$, ce qui comprend l'émission de 200 323 actions ordinaires émises (toutes au premier trimestre) à la suite de l'exercice des options sur actions pour une contrepartie totale en espèces de 954 \$. Au cours du trimestre clos le 30 juin 2011, la juste valeur initiale des options sur actions s'élevant à 657 \$ a été transférée du surplus d'apport au capital émis. Les 12 135 et 33 453 actions ordinaires restantes ont été émises dans le cadre du régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat de la Société pour des contreparties totales en espèces de 76 \$ et 235 \$.

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos les 31 décembre 2010, la Société a émis 15 285 et 205 462 actions ordinaires respectivement à des prix moyens pondérés de 5,55 \$ et 4,87 \$ pour des contreparties totales en espèces de 84 \$ et 1 001 \$, ce qui comprend 157 221 actions ordinaires émises (toutes au premier semestre) à la suite de l'exercice des options sur actions pour une contrepartie totale en espèces de 747 \$. Les 15 285 et 48 241 actions ordinaires restantes ont été émises dans le cadre du régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat de la Société pour des contreparties totales en espèces de 84 \$ et 254 \$.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Au cours de l'exercice 2010, le 25 novembre 2009, la Société a procédé à une offre publique de rachat dans le cours normal des activités («OPR»), selon laquelle elle pouvait racheter jusqu'à 1 500 000 de ses actions ordinaires, soit environ 5 % des actions émises et en circulation. L'OPR a pris fin le 24 novembre 2010.

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos les 31 décembre 2010, la Société a racheté 12 600 et 617 700 actions ordinaires respectivement à des prix moyens de 5,82 \$ et 5,78 \$ pour des contreparties totales en espèces de 72 \$ et de 3 570 \$ dans le cadre de l'OPR. L'excédent (30 \$ et 1 591 \$) du coût des actions ordinaires sur leur valeur comptable moyenne (42 \$ et 1 979 \$) avait été comptabilisé en réduction des résultats non distribués de la Société.

A. Régime d'options sur actions

Au cours du deuxième trimestre clos le 30 septembre 2011, le nombre total d'actions réservées à des fins d'attribution ou d'émission ultérieurs au terme du régime d'options sur actions a été remis à niveau en raison du nombre limité d'actions ordinaires encore disponibles en vertu de ce régime et par suite de l'approbation des actionnaires de la Société lors de la dernière assemblée générale annuelle et extraordinaire des actionnaires.

Le nombre total d'actions ordinaires réservé aux fins d'émission aux termes de ce régime s'établit maintenant à 2 808 257, dont 2 573 257 actions n'avaient pas encore été attribuées au 31 décembre 2011.

Au cours des trimestres et des périodes de neuf mois clos les 31 décembre, le nombre d'options sur actions a varié comme suit :

	Trimestre clos le 31 décembre 2011		Trimestre clos le 31 décembre 2010	
	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options sur actions	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options sur actions
Solde au début du trimestre	6,45 \$	1 434 677	5,91 \$	1 481 000
Attribuées	-	-	-	-
Exercées	-	-	-	-
Annulées / frappées d'extinction	-	-	-	-
Solde à la fin du trimestre	6,45 \$	1 434 677	5,91 \$	1 481 000

	Neuf mois clos le 31 décembre 2011		Neuf mois clos le 31 décembre 2010	
	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options sur actions	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options sur actions
Solde au début de la période	6,00 \$	1 393 000	5,83 \$	1 555 221
Attribuées	7,68	242 000	5,94	138 000
Exercées	4,76	(200 323)	4,75	(157 221)
Annulées / frappées d'extinction	-	-	7,19	(55 000)
Solde à la fin de la période	6,45 \$	1 434 677	5,91 \$	1 481 000

La charge d'options sur actions s'élevait à 118 \$ et à 301 \$ respectivement pour le trimestre et la période de neuf mois clos les 31 décembre 2011 (24 \$ et 170 \$ en 2010).

B. Régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos les 31 décembre 2011, la Société a émis 12 135 et 33 453 actions ordinaires respectivement (15 285 et 48 241 en 2010) et a attribué 5 004 et 13 686 actions ordinaires (6 132 et 19 176 en 2010) aux employés participants en vertu du régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos les 31 décembre 2011, la charge liée à l'attribution des actions ordinaires totalisait 35 \$ et 106 \$ respectivement (37 \$ et 112 \$ en 2010).

Au cours du deuxième trimestre clos le 30 septembre 2011, le nombre total d'actions réservées à des fins d'attribution ou d'émission ultérieurs au terme du régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat a été remis à niveau en raison du nombre limité d'actions ordinaires encore disponibles en vertu de ce régime et par suite de l'approbation des actionnaires de la Société lors de la dernière assemblée générale annuelle et extraordinaire des actionnaires.

Le nombre total d'actions ordinaires réservé aux fins d'émission dans le cadre de ce régime s'établit maintenant à 340 000, dont 320 217 n'avaient pas encore été émises au 31 décembre 2011.

C. Régime de droits à la plus-value d'actions («DPVA»)

Au 31 décembre 2011, de manière cumulative, 130 500 DPVA (143 000 au 31 décembre 2010), devant venir à échéance à diverses dates entre les exercices 2013 et 2016, étaient encore en cours à une valeur attribuée moyenne pondérée de 6,32 \$ (6,21 \$ au 31 décembre 2010).

Au cours du trimestre, la reprise de la charge au titre des DPVA totalisait 84 \$ (30 \$ l'an dernier) et 271 \$ au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2011 (charge de 83 \$ l'an dernier).

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos les 31 décembre 2011, aucun DPVA n'a été attribué ou annulé (aucun DPVA n'a été attribué ou annulé l'an dernier) et 12 500 DPVA ont été exercés, toutes au deuxième trimestre (7 500 ont été exercés en 2010).

Le régime de DPVA était en vigueur jusqu'en août 2010 et a depuis été remplacé par le régime d'unités d'actions différées («UAD») approuvé en mai 2011 (voir ci-dessous). Les DPVA en cours émises avant cette date sont toujours en vigueur.

D. Régime d'unités d'actions différées

Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2011, la Société a émis 37 718 UAD (toutes au premier semestre). La reprise de la charge au titre des UAD totalisait 5 \$ pour le trimestre et représente une charge de 211 \$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2011.

Note 13. Cumul des autres éléments du résultat global

Les variations dans le cumul des autres éléments du résultat global se présentent comme suit :

	Écarts de change au titre des établissements à l'étranger	Couvertures des flux de trésorerie	Couverture des investissements nets dans des établissements américains	Total
Solde au 30 septembre 2011	6 279 \$	778 \$	(3 375) \$	3 682 \$
Autres éléments du résultat global	(4 331)	2 578	1 614	(139)
Solde au 31 décembre 2011	1 948 \$	3 356 \$	(1 761) \$	3 543 \$
Solde au 31 mars 2011	(3 573) \$	12 930 \$	590 \$	9 947 \$
Autres éléments du résultat global	5 521	(9 574)	(2 351)	(6 404)
Solde au 31 décembre 2011	1 948 \$	3 356 \$	(1 761) \$	3 543 \$

	Écarts de change au titre des établissements à l'étranger	Couvertures des flux de trésorerie	Couverture des investissements nets dans des établissements américains	Total
Solde au 30 septembre 2010	1 205 \$	8 765 \$	- \$	9 970 \$
Autres éléments du résultat global	(2 654)	2 627	-	(27)
Solde au 31 décembre 2010	(1 449) \$	11 392 \$	- \$	9 943 \$
Solde au 1^{er} avril 2010	- \$	11 198 \$	- \$	11 198 \$
Autres éléments du résultat global	(1 449)	194	-	(1 255)
Solde au 31 décembre 2010	(1 449) \$	11 392 \$	- \$	9 943 \$

Note 14. Variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités opérationnelles

Pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 31 décembre, la variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités opérationnelles se présente comme suit :

	Trimestres clos les 31 décembre		Neuf mois clos les 31 décembre	
	2011	2010	2011	2010
Comptes clients	2 298 \$	8 489 \$	15 359 \$	6 764 \$
Impôts à recevoir	-	315	716	(425)
Stocks	(5 893)	(498)	(8 812)	7 974
Autres actifs à court terme	(1 672)	(2 142)	(2 000)	(1 265)
Comptes fournisseurs et charges à payer, et autres passifs	2 479	1 867	(1 807)	(4 196)
Comptes fournisseurs – autres	322	(1 129)	(2 759)	(533)
Provisions	(432)	(459)	(62)	(2 102)
Facturations progressives	1 036	(2 154)	(6 025)	(11 132)
Impôts à payer	(956)	312	880	624
Incidence des fluctuations du taux de change ¹	(932)	(339)	1 989	(792)
	(3 750) \$	4 262 \$	(2 521) \$	(5 083) \$

¹⁾ Reflète l'incidence totale des fluctuations du taux de change au cours de la période correspondante sur les éléments hors trésorerie présentés ci-dessus pour les filiales américaines de la Société.

Note 15. Engagements

La Société a émis des bons de commande relativement à de nouvelles machineries et équipements qui n'ont pas encore été livrés aux installations de la Société. Au 31 décembre 2011, ces bons de commande totalisaient 5 051 \$ (3 938 \$ au 31 mars 2011), et des dépôts de 445 \$ (223 \$ au 31 mars 2011) ont été versés sur la machinerie et l'équipement et sont compris dans les autres actifs à court terme.

Note 16. Information sectorielle

D'après la nature des marchés de la Société (clients, techniques de fabrication et réglementation), il existe deux secteurs opérationnels importants : Aérospatiale et Produits industriels. Le secteur Aérospatiale comprend la conception, le développement, la fabrication, la réparation et la remise en état et la vente de systèmes et de composants pour l'aviation militaire et civile. Le secteur Produits industriels consiste essentiellement en la fabrication et la vente de composants de turbines à gaz et d'autres pièces usinées de haute précision destinés aux secteurs de l'équipement lourd et de l'énergie éolienne.

Les méthodes comptables utilisées à l'égard des secteurs opérationnels sont les mêmes que celles décrites dans le résumé des principales méthodes comptables. La Société comptabilise ses ventes et transferts intersectoriels et entre parties liées, le cas échéant, à la valeur d'échange, qui correspond à la contrepartie calculée et acceptée par les parties.

Les unités génératrices de trésorerie (« UGT ») Trains d'atterrissage et Aérostructure ont été regroupées afin de former le secteur Aérospatiale. Aux fins de l'affectation des ressources et de l'évaluation du rendement, la direction gère les résultats de ses unités opérationnelles par rapport aux résultats du secteur à présenter auquel elles se rapportent. La Société évalue le rendement de ses secteurs opérationnels selon le résultat opérationnel avant les frais financiers et la charge d'impôt sur le résultat. Les frais financiers et la charge d'impôt sur le résultat sont gérés sur une base consolidée.

Note 16. Information sectorielle (suite)

Trimestres clos les 31 décembre	2011			2010		
	Aérospatiale	Produits industriels	Total	Aérospatiale	Produits industriels	Total
Ventes	83 645 \$	9 767 \$	93 412 \$	79 463 \$	6 380 \$	85 843 \$
Résultats						
Résultat opérationnel	8 241	2 540	10 781	7 618	1 093	8 711
Frais financiers (non affectés)			1 629			1 420
Résultat avant impôt sur le résultat et frais de restructuration			9 152			7 291
Actifs	452 277	31 699	483 976	438 565	22 551	461 116
Passifs	239 437	8 799	248 236	240 074	3 907	243 981
Autres informations sectorielles :						
Acquisition d'immobilisations corporelles	7 787	273	8 060	4 225	506	4 731
Acquisition d'actifs incorporels à durée d'utilité déterminée	1 550	-	1 550	2 393	-	2 393
Charge d'amortissement	5 569	555	6 124	5 285	689	5 974

Informations géographiques

Trimestres clos les 31 décembre	2011			2010		
	Canada	États-Unis	Total	Canada	États-Unis	Total
Ventes	57 763 \$	35 649 \$	93 412 \$	54 135 \$	31 708 \$	85 843 \$
Immobilisations corporelles, montant net	90 019	63 697	153 716	93 854	54 881	148 735
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net	21 728	3 020	24 748	13 374	3 879	17 253
Goodwill	15 093	21 911	37 004	15 093	22 196	37 289
Ventes à l'exportation ¹	35 299 \$			34 486 \$		

Au cours des deux trimestres clos les 31 décembre 2011 et 2010, 70 % des ventes ont été faites auprès de clients américains.

¹⁾ Les ventes à l'exportation sont réparties par pays en fonction de l'emplacement des clients.

Note 16. Information sectorielle (suite)

Neuf mois clos les 31 décembre	2011			2010		
	Aérospatiale	Produits industriels	Total	Aérospatiale	Produits industriels	Total
Ventes	245 930 \$	25 357 \$	271 287 \$	232 472 \$	19 106 \$	251 578 \$
Résultats						
Résultat opérationnel	21 492	6 011	27 503	17 090	2 677	19 767
Frais financiers (non affectés)			4 574			3 898
Résultat avant impôt sur le résultat et frais de restructuration			22 929			15 869
Actifs	452 277	31 699	483 976	438 565	22 551	461 116
Passifs	239 437	8 799	248 236	240 074	3 907	243 981
Autres informations sectorielles :						
Acquisition d'immobilisations corporelles	14 857	2 234	17 091	12 863	961	13 824
Acquisition d'actifs incorporels à durée d'utilité déterminée	7 621	95	7 716	6 122	-	6 122
Charge d'amortissement	16 232	1 696	17 928	16 198	1 986	18 184

Informations géographiques

Neuf mois clos les 31 décembre	2011			2010		
	Canada	États-Unis	Total	Canada	États-Unis	Total
Ventes	167 552 \$	103 735 \$	271 287 \$	159 172 \$	92 406 \$	251 578 \$
Immobilisations corporelles, montant net	90 019	63 697	153 716	93 854	54 881	148 735
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net	21 728	3 020	24 748	13 374	3 879	17 253
Goodwill	15 093	21 911	37 004	15 093	22 196	37 289
Ventes à l'exportation ¹	99 519 \$			94 142 \$		

Au cours des périodes de neuf mois clos les 31 décembre 2011 et 2010, respectivement 70 % et 68 % des ventes ont été faites auprès de clients américains.

¹⁾ Les ventes à l'exportation sont réparties par pays en fonction de l'emplacement des clients.

Note 17. Passage aux Normes internationales d'information financière

Le Conseil des normes comptables du Canada a rendu obligatoire l'adoption des Normes internationales d'information financière («IFRS») pour les états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011 pour les sociétés ouvertes canadiennes ayant une obligation d'information du public.

Par conséquent, le 1^{er} avril 2011, la Société a adopté les IFRS pour la préparation et la présentation de ses états financiers consolidés. La Société a donc préparé ses états financiers consolidés pour le trimestre et la période de neuf mois clos les 31 décembre 2011 conformément aux IFRS. Les états financiers consolidés de l'exercice actuel prenant fin le 31 mars 2012 (et des périodes closes au cours du même exercice) ont été et seront préparés conformément aux IFRS. Les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2011 et du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 décembre 2010, ainsi que le bilan d'ouverture au 1^{er} avril 2010 (date de transition), ont été retraités pour les rendre conformes aux IFRS.

Avant l'exercice courant de 2012, les états financiers consolidés étaient préparés et présentés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada alors en vigueur (le «référentiel comptable antérieur»).

Rapprochement du référentiel comptable antérieur et des IFRS

L'IFRS 1 exige qu'une entité établisse un rapprochement sur une base consolidée des capitaux propres, du résultat net, du résultat global et des flux de trésorerie des périodes antérieures. L'incidence de la conversion aux IFRS sur les états des flux de trésorerie consolidés de la Société par rapport aux derniers états des flux de trésorerie consolidés dressés selon le référentiel comptable antérieur est directement liée aux incidences sur les états des résultats consolidés, les états du résultat global consolidés et les bilans consolidés, comme il est décrit ci-dessous. Les postes des états des flux de trésorerie consolidés les plus touchés par la conversion aux IFRS sont les suivants : le résultat net, l'amortissement, l'impôt différé, la charge de désactualisation au titre des intérêts et le remboursement de la dette à long terme.

Le tableau ci-dessous présente le rapprochement du référentiel comptable antérieur et des IFRS à l'égard des capitaux propres, du résultat net et du résultat global pour les périodes indiquées :

17.1 Rapprochement des capitaux propres consolidés au 31 décembre 2010 :

	<u>Note</u>	
Capitaux propres selon le référentiel comptable antérieur au 31 décembre 2010		224 348
Ajustements :		
aux capitaux propres au 1 ^{er} avril 2010		(6 029)
au résultat net de la période de neuf mois close le 31 décembre 2010, qui influe sur les capitaux propres consolidés au 31 décembre 2010	17.3	334
• Charge au titre du paiement fondé sur des actions incluse dans l'état des résultats consolidé	A4	223
Ajustements des autres éléments du résultat global de la période de neuf mois close le 31 décembre 2010, qui influent sur les capitaux propres consolidés au 31 décembre 2010 :		
• Régimes de retraite – perte actuarielle	17.3	(1 410)
• Divers	17.3	4
Total des ajustements		(7 212)
Capitaux propres selon les IFRS au 31 décembre 2010		217 136

17.2 Rapprochement du résultat net et du résultat global pour le trimestre clos le 31 décembre 2010 :

	<u>Renvoi</u>	<u>Référentiel comptable antérieur</u>	<u>Ajustements</u>	<u>IFRS</u>
Ventes		85 843	-	85 843
Coût des ventes ¹	A1, A2, A3	70 798	(226)	70 572
Marge brute		15 045	226	15 271
Frais de vente et d'administration	A4	6 586	(26)	6 560
Résultat opérationnel		8 459	252	8 711
Frais financiers	A1, A2	1 300	120	1 420
Résultat avant impôt sur le résultat		7 159	132	7 291
Impôts sur le résultat	A1, A2, A3	2 095	31	2 126
Résultat net		5 064	101	5 165
Autres éléments du résultat global, déduction faite des impôts :		(28)	1	(27)
Régimes de retraite – perte actuarielle	A3	-	(93)	(93)
Total – Autres éléments du résultat global		(28)	(92)	(120)
Résultat global		5 036	9	5 045

¹⁾ Compte tenu de l'amortissement de 5 745 \$ selon le référentiel comptable antérieur et de 5 974 \$ selon les IFRS.

17.3 Rapprochement du résultat net et du résultat global pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2010 :

	<u>Renvoi</u>	<u>Référentiel comptable antérieur</u>	<u>Ajustements</u>	<u>IFRS</u>
Ventes		251 578	-	251 578
Coût des ventes ¹	A1, A2, A3	214 060	(679)	213 381
Marge brute		37 518	679	38 197
Frais de vente et frais d'administration	A4	18 542	(112)	18 430
Résultat opérationnel		18 976	791	19 767
Frais financiers	A1, A2	3 533	365	3 898
Résultat avant impôt sur le résultat et frais de restructuration		15 443	426	15 869
Frais de restructuration		637	-	637
Résultat avant impôt sur le résultat		14 806	426	15 232
Impôt sur le résultat	A1, A2, A3	4 003	92	4 095
Résultat net		10 803	334	11 137
Autres éléments du résultat global, déduction faite des impôts :		(1 259)	4	(1 255)
Régimes de retraite – perte actuarielle	A3	-	(1 410)	(1 410)
Total – Autres éléments du résultat global		(1 259)	(1 406)	(2 665)
Résultat global		9 544	(1 072)	8 472

¹⁾ Compte tenu de l'amortissement de 17 489 \$ selon le référentiel comptable antérieur et de 18 184 \$ selon les IFRS.

Voici des explications sur les ajustements découlant du rapprochement du référentiel comptable antérieur et des IFRS présentés ci-dessus (renvoi) :

A. Exemptions (E) appliquées

L'IFRS 1 - *Première application des Normes internationales d'information financière*, permet aux sociétés qui appliquent les IFRS pour la première fois de se prévaloir de certaines exemptions aux exigences générales d'application des IFRS à compter du bilan d'ouverture consolidé du 1^{er} avril 2010. La Société s'est prévaluée des exemptions suivantes :

- E1. L'IFRS 3 - *Regroupements d'entreprises*, est appliquée aux acquisitions de filiales survenues après le 31 mars 2004. Par conséquent, la Société a passé en revue le mode d'établissement et de répartition du prix d'acquisition de certaines entreprises. Cette mesure a donné lieu à une baisse du goodwill et des capitaux propres consolidés à la date de transition.
- E2. La Société a choisi de comptabiliser toutes les pertes actuarielles cumulatives non amorties sur les régimes de retraite et autres avantages complémentaires de retraite. Cette mesure a donné lieu à une augmentation des autres passifs et à une diminution des capitaux propres à la date de transition.
- E3. Au 1^{er} avril 2010, la Société a choisi de transférer les écarts de change au titre des établissements à l'étranger, s'élevant à 15 816 \$, du cumul des autres éléments du résultat global aux résultats non distribués. Ce transfert n'a eu aucune incidence sur les capitaux propres à cette date.

B. Ajustement (A) découlant de la transition du référentiel comptable antérieur aux IFRS

A1. Contrats de location

Selon le référentiel comptable antérieur, le classement des contrats de location-acquisition et des contrats de location simple reposait sur le résultat de tests quantitatifs. Les IFRS exigent une évaluation qualitative et quantitative du classement des contrats de location. C'est pourquoi certains contrats portant sur de la machinerie et de l'équipement étaient comptabilisés à titre de contrats de location simple selon le référentiel comptable antérieur, mais sont maintenant comptabilisés à titre de contrats de location-financement selon les IFRS.

A2. Provisions

Le bilan consolidé comprend des provisions représentant les montants estimés que la Société prévoit payer dans l'avenir. Selon le référentiel comptable antérieur, ces montants n'étaient pas actualisés pour tenir compte de la période pendant laquelle ces obligations seront réglées. En conformité avec l'IAS 37 - *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*, certaines provisions ont été actualisées. L'incidence sur les capitaux propres au 31 décembre 2010 n'est pas significative.

A3. Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite

Afin d'être conforme à l'IAS 19 - *Avantages du personnel*, la Société :

- a adopté la méthode des unités de crédit projetées afin de déterminer la valeur actuarielle des obligations au titre des prestations constituées. Selon le référentiel comptable antérieur, la Société utilisait les méthodes de répartition des prestations. L'incidence du changement de méthode sur les capitaux propres n'est pas significative.
- a radié les coûts non amortis des services passés dont les droits aux prestations sont acquis et l'obligation transitoire. Cette mesure a donné lieu à une hausse des autres passifs et à une baisse des capitaux propres.

Selon le référentiel comptable antérieur, les gains et pertes actuariels étaient amortis dans l'état des résultats consolidé à l'aide de la méthode du «corridor». Tel que permis par les IFRS, la Société a choisi de comptabiliser tous les gains actuariels et toutes les pertes actuarielles dans les Autres éléments du résultat global à mesure qu'ils sont engagés. Par conséquent, toute variation attribuable à l'application de l'IFRIC 14, *Le plafonnement de l'actif au titre des régimes à prestations définies, les exigences de financement minimal et leur interaction*, est comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu global au cours de la période où ils sont engagés. L'IFRIC 14 limite l'évaluation des actifs au titre des régimes à prestations définies et pourrait donner lieu à un passif.

A4. Paiement fondé sur des actions

Selon le référentiel comptable antérieur, la Société amortissait le coût des options sur actions attribuées selon le mode linéaire. Afin de se conformer à l'IFRS 2 - *Paiement fondé sur des actions*, la Société a adopté la méthode de l'amortissement graduel pour l'amortissement du coût des options sur actions attribuées. Ce changement de méthode entraîne une augmentation du surplus d'apport et une diminution correspondante des résultats non distribués, et n'a aucune incidence sur les capitaux propres.

C. Reclassements découlant de la transition du référentiel comptable antérieur aux IFRS

A5. Facturations progressives

Selon le référentiel comptable antérieur, les sommes reçues des clients au titre des facturations progressives étaient déduites du coût des stocks connexes. Selon les IFRS, des facturations progressives de 33 365 \$ au 31 mars 2011 sont classées à titre de passifs à court terme et à long terme.

A6. Provisions

Les IFRS exigent que les provisions soient présentées séparément au bilan consolidé. Par conséquent, certaines provisions classées à titre de comptes fournisseurs et charges à payer et autres passifs selon le référentiel comptable antérieur sont présentées séparément.

A7. Instruments financiers dérivés – actifs et passifs

Les IFRS exigent que les instruments financiers dérivés soient présentés séparément au bilan consolidé.

A8. Impôt différé

Les «impôts futurs» selon le référentiel comptable antérieur sont désignés comme «impôt différé» selon les IFRS. Selon le référentiel comptable antérieur, les impôts futurs étaient classés comme exigibles à long terme en fonction du classement des passifs et des actifs auxquels ils se rattachaient. Selon les IFRS, tous les actifs et passifs d'impôt différé sont classés à long terme.

Note 18. Reclassement

Certains chiffres des états financiers consolidés au 31 décembre 2010 et 31 mars 2011 ont été reclassés pour que leur présentation soit conforme à celle du 31 décembre 2011.

**ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION**

TABLE DES MATIÈRES

Mesures non conformes aux IFRS	27
Déclarations prospectives.....	28
Aperçu général	29
Opérations sur devises étrangères	30
Ventes consolidées	31
<i>Secteur de l'aérospatiale</i>	33
<i>Secteur Industriel</i>	35
<i>Répartition géographique des ventes</i>	35
Marge brute	35
Frais de vente et d'administration	36
Résultat opérationnel.....	37
<i>Secteur de l'aérospatiale</i>	37
<i>Secteur Industriel</i>	37
Frais financiers	38
Frais de restructuration.....	38
Charge d'impôt sur le résultat	38
Résultat net.....	39
Cumul des autres éléments du résultat global (« CAERG ») et résultat global	40
<i>Facilité de crédit et trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	40
<i>Activités opérationnelles</i>	41
<i>Activités d'investissement</i>	43
<i>Activités de financement</i>	44
Offre publique de rachat dans le cours normal des activités.....	45
Capital émis, régime d'options sur actions et régime d'achat d'actions	45
Régime de droits à la plus-value d'actions et régime d'unités d'actions différées	46
Bilans consolidés.....	47
Aide gouvernementale.....	51
Instruments dérivés, postes hors bilan et engagements contractuels.....	51
Conjoncture financière et économique.....	52
Modifications futures de conventions comptables	53
Contrôles et procédures internes	54
Risques et incertitudes.....	54
Données financières trimestrielles choisies.....	55
Perspectives	55
Renseignements supplémentaires et information continue	57

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

La présente analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation (l'« analyse ») vise à fournir au lecteur un aperçu de l'évolution de la situation financière de Héroux-Devtek inc. et de ses filiales (« Héroux-Devtek » ou « la Société ») entre le 1^{er} avril 2011 et le 31 décembre 2011. Elle permet également de comparer les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 décembre 2011 à ceux des périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Cette analyse doit être lue en parallèle avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société pour le trimestre clos le 30 juin 2011, la période de six mois close le 30 septembre 2011 et la période de neuf mois close le 31 décembre 2011, de même qu'avec les états financiers consolidés audités et l'analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation de l'exercice clos le 31 mars 2011. Ces documents sont disponibles sur le site Web de la Société au www.herouxdevtek.com. La présente analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation est fondée sur des états financiers préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et utilise le dollar canadien comme monnaie de présentation. Sauf indication contraire, tous les montants apparaissant dans cette analyse sont exprimés en dollars canadiens.

Avec prise d'effet le 1^{er} avril 2011, la Société a adopté les IFRS comme norme pour la publication de l'information financière. La date de transition utilisée est le 1^{er} avril 2010. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour le troisième trimestre de l'exercice 2011 ont été préparés conformément à la norme IAS 34, *Information financière intermédiaire* et aux exigences de l'IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière*, établies par le Conseil des normes comptables internationales (« IASB »). Sauf indication contraire, tous les montants comparatifs des périodes antérieures ont été retraités conformément aux IFRS.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les ajustements les plus significatifs apportés aux états financiers consolidés des périodes antérieures, veuillez vous reporter à la Note 17, *Passage aux Normes internationales d'information financière*, afférente aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2011.

La Société a apporté les modifications nécessaires à ses systèmes et processus d'information financière dans divers secteurs de l'entreprise, afin de permettre la préparation du bilan d'ouverture au 1^{er} avril 2010 selon les IFRS et la préparation de ses états financiers conformément aux IFRS. De plus, l'impact de la transition vers les IFRS sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière et les contrôles et procédures de communication de l'information a été déterminé et les ajustements aux contrôles ont été mis en oeuvre.

Veuillez prendre note que les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2011, auxquels on réfère dans la présente analyse, ne comprennent pas toutes les informations requises par les IFRS pour les états financiers annuels; par conséquent, ils devraient être lus conjointement avec les plus récents états financiers annuels consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mars 2011, lesquels ont été établis conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada alors en vigueur

(« PCGR antérieurs »), ainsi qu'avec les premiers états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour le trimestre clos le 30 juin 2011 qui ont été établis selon les IFRS.

Mesures non conformes aux IFRS

La Société utilise le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (« BAIIA ») pour évaluer sa performance financière. Le BAIIA est une mesure financière qui n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS, ni par les PCGR antérieurs. La direction et les investisseurs estiment toutefois que cette mesure leur procure une information utile pour évaluer la rentabilité, les flux de trésorerie et la capacité de la Société à générer les fonds nécessaires au financement de ses activités et à ses besoins de dépenses en immobilisations.

Le calcul du BAIIA à partir des états financiers préparés en vertu des PCGR antérieurs (« BAIIA – PCGR antérieurs ») diffère quelque peu du calcul du BAIIA effectué à partir des états financiers préparés conformément aux IFRS (« BAIIA – IFRS »). Un rapprochement du BAIIA – PCGR antérieurs et du BAIIA – IFRS pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2010 est présenté ci-après :

(000 \$)	Trimestre clos le 31 déc. 2010	Neuf mois clos le 31 déc. 2010
BAIIA – PCGR antérieurs	14 204	36 465
Ajustements :		
Contrats de location-financement	408	1 232
Méthode d'amortissement graduel du coût des options sur actions	25	111
Régimes de retraite	86	259
Désactualisation au titre des intérêts sur les régimes de retraite	(38)	(116)
Ajustements totaux	481	1 486
BAIIA – IFRS	14 685	37 951

Le BAIIA de la Société est calculé comme suit :

(000 \$)	<u>Trimestres clos</u>		<u>Neuf mois clos</u>	
	<u>les 31 décembre</u>		<u>les 31 décembre</u>	
	<u>2011</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>	<u>2010</u>
Résultat net	6 910	5 165	17 519	11 137
Charge d'impôt sur le résultat	2 242	2 126	5 410	4 095
Frais financiers	1 629	1 420	4 574	3 898
Amortissement	6 124	5 974	17 928	18 184
BAIIA incluant les frais de restructuration	16 905	14 685	45 431	37 314
Ajouter : Frais de restructuration	-	-	-	637
BAIIA	16 905	14 685	45 431	37 951

L'augmentation de 2,2 millions de dollars du BAIIA au troisième trimestre clos le 31 décembre 2011, par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent, s'explique essentiellement par une progression de 1,7 million de dollars du résultat net et une hausse connexe de la charge d'impôt sur le résultat de 0,1 million de dollars, jumelées à une augmentation des frais financiers de 0,2 million de dollars et de l'amortissement de 0,2 million de dollars. Depuis le début de l'exercice, le BAIIA affiche une hausse de 7,5 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement d'une progression de 6,4 millions de dollars du résultat net et d'une hausse connexe de la charge d'impôt sur le résultat de 1,3 million de dollars.

Déclarations prospectives

Dans le but de fournir aux actionnaires et aux investisseurs potentiels des renseignements concernant Héroux-Devtek, notamment l'évaluation par la direction des projets et des opérations à venir, certaines déclarations de la présente analyse constituent des déclarations prospectives soumises à des facteurs de risque, des incertitudes et d'autres facteurs importants susceptibles de faire en sorte que le rendement réel de la Société diffère grandement de celui indiqué ou sous-entendu par ces déclarations prospectives.

Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter : l'impact des conditions économiques mondiales et, en particulier, la conjoncture au Canada et aux États-Unis; la situation de l'industrie, y compris les amendements aux lois et aux règlements; l'intensification de la concurrence; une pénurie de personnel ou de gestionnaires qualifiés; la disponibilité et les fluctuations des prix des matières premières; les variations des taux de change ou d'intérêt; la volatilité des marchés boursiers et les incidences des politiques comptables établies par les autorités de normalisation canadiennes, américaines et internationales. Certains de ces facteurs font l'objet d'une description plus détaillée à la rubrique intitulée « Risques et incertitudes » de la présente analyse. Il faut noter que la présente liste de facteurs susceptibles d'influer sur la croissance, les résultats et le rendement à venir n'est pas exhaustive, et que le lecteur ne devrait pas accorder une confiance induite aux déclarations de nature prospective.

Bien que la Société estime que les attentes exprimées par le biais des déclarations prospectives sont fondées sur les renseignements dont elle disposait au moment où elle a formulé lesdites

déclarations prospectives, rien ne peut garantir que ces prévisions se révéleront exactes. Toutes les déclarations prospectives faites ultérieurement, par écrit ou verbalement, par la Société ou quiconque agissant en son nom, doivent être considérées expressément à la lumière des mises en garde susmentionnées. À moins qu'elle n'y soit tenue en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables, la Société nie expressément toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser tout énoncé prospectif, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements à venir ou autrement.

Aperçu général

Héroux-Devtek et ses filiales se spécialisent dans la conception, le développement, la fabrication, la réparation et l'entretien de systèmes et de composants destinés essentiellement aux secteurs de l'aérospatiale et industriel. Par conséquent, une part importante des ventes de la Société est réalisée auprès d'un nombre limité de clients situés pour la plupart aux États-Unis et au Canada.

Héroux-Devtek dessert deux grands secteurs d'activité : l'aérospatiale et les produits industriels. La Société fournit des trains d'atterrissage aussi bien aux marchés commerciaux que militaires du secteur de l'aérospatiale (y compris des pièces de rechange et des services d'entretien et de réparation) ainsi que des composants structuraux d'aéronefs (incluant des ensembles prêts-à-monter). Dans le secteur commercial, la Société est présente sur les marchés des jets d'affaires, des avions régionaux, des hélicoptères et des gros porteurs commerciaux. Dans le secteur militaire, la Société fournit des pièces et des services destinés aux principaux programmes d'avions militaires, pour la plupart des États-Unis.

Les composants de grande dimension pour le matériel affecté à la production d'énergie et l'équipement lourd constituent les principaux produits offerts par Héroux-Devtek dans le secteur Industriel. À cet égard, les principaux clients de la Société sont The General Electric Company (GE) et Caterpillar. La Société vend également des composants de précision destinés à d'autres applications industrielles, notamment pour le secteur de l'énergie éolienne.

Le secteur de l'aérospatiale regroupe les lignes de produits Trains d'atterrissage et Aérostructure. Le secteur Industriel regroupe quant à lui les activités liées à la fabrication de composants de grande dimension pour le marché de la production d'énergie, de même que d'autres produits fabriqués par la ligne de produits Industriels. La ligne de produits Trains d'atterrissage se spécialise dans la conception, la fabrication, la réparation et l'entretien de trains d'atterrissage et dessert les secteurs commercial et militaire; elle a mis sur pied une équipe d'ingénierie de conception chevronnée et reconnue. La ligne de produits Aérostructure fabrique des composants structuraux d'aéronefs, de petites, moyennes et grandes dimensions, destinés aux marchés de l'aérospatiale commerciale et militaire. Le secteur de l'aérospatiale englobe les lignes de produits Trains d'atterrissage et Aérostructure du fait notamment que leurs produits et services, procédés de fabrication, types de clients et méthodes de distribution sont similaires. La ligne de produits Industriels fabrique des composants de grande dimension pour le matériel affecté à la production d'énergie, notamment dans le secteur de l'énergie éolienne, ainsi que pour le marché de l'équipement lourd et d'autres marchés industriels.

Pour le troisième trimestre clos le 31 décembre 2011, la plupart des marchés stratégiques de la Société ont continué à bénéficier d'une dynamique positive. Les trois lignes de produits ont enregistré une progression de leurs ventes par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation globale du volume des ventes s'est traduite par une meilleure imputation des frais généraux de

fabrication qui, jumelée à une composition des ventes plus avantageuse, a engendré un accroissement de la rentabilité. Même si la conjoncture macroéconomique mondiale demeure volatile, la Société anticipe une croissance interne de ses ventes d'environ 5 % pour l'exercice en cours, en supposant que le dollar canadien demeure à parité avec la devise américaine.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Opérations sur devises étrangères

La Société est exposée aux fluctuations de change découlant de la conversion des revenus (ventes), des dépenses et des éléments d'actif et de passif de ses établissements étrangers, de même que de la conclusion de transactions commerciales libellées principalement en dollars américains. Des taux moyens sont utilisés pour convertir les ventes (à l'exception des contrats de change à terme) et les dépenses des périodes visées, alors que des taux de clôture sont utilisés pour convertir les actifs et les passifs monétaires libellés en devises ainsi que les éléments d'actif et de passif des établissements étrangers.

Taux de change Canada / États-Unis		31 décembre 2011	31 décembre 2010
Taux moyen pour le trimestre clos le	\$ CA/équivalent 1 \$ US	<u>1,0231</u>	<u>1,0128</u>
Taux moyen pour les neuf mois clos le	\$ CA/équivalent 1 \$ US	<u>0,9903</u>	<u>1,0265</u>

Taux de change Canada / États-Unis		31 décembre 2011	31 mars 2011
Taux de clôture au	\$ CA/équivalent 1 \$ US	<u>1,0170</u>	<u>0,9696</u>

Comme il est indiqué ci-dessus, pour le trimestre clos le 31 décembre 2011, la valeur moyenne du dollar canadien, par rapport à celle du dollar américain, a diminué de 1 % comparativement à la même période l'an dernier, de sorte qu'elle n'a pas eu d'impact important sur les résultats de la Société pour cette période. Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2011, la valeur moyenne du dollar canadien par rapport à celle de la devise américaine, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent, a augmenté de près de 4 %, et a eu une incidence négative plus marquée sur les ventes et les résultats en dollars américains de la Société, y compris ceux générés par ses activités canadiennes. La variation du taux de clôture depuis le 31 mars 2011 a également eu un impact important sur les postes du bilan libellés en dollars américains de la Société à la fin du présent trimestre, en comparaison des soldes de clôture de l'exercice précédent. L'incidence de la fluctuation des devises sur les ventes, la marge brute et certains éléments précis du bilan de la Société est présentée plus loin dans la présente analyse.

La Société a recours à des instruments financiers dérivés, conformément à sa politique de couverture, pour se protéger contre les risques liés aux fluctuations des devises (dollar canadien par rapport au dollar américain) et en atténuer les effets. Au 31 décembre 2011, la Société était partie à des contrats de change à terme pour la vente de 161,4 millions de dollars américains à un

taux moyen pondéré de 1,0690. Ces contrats viennent à échéance à différentes dates au cours des quatre prochains exercices financiers; la plupart d'entre eux arriveront toutefois à échéance au cours des deux prochains exercices.

Au 31 décembre 2011, la Société avait également conclu des contrats de change à terme pour la vente de 4,7 millions de dollars américains assortis d'un taux moyen pondéré de 1,2262. Ces contrats viennent à échéance au cours de l'exercice financier 2014 et visent à couvrir les risques de change (dollar canadien par rapport au dollar américain) liés à certains instruments dérivés incorporés.

Ventes consolidées

Les ventes consolidées pour le troisième trimestre clos le 31 décembre 2011 ont progressé de 8,8 % pour atteindre 93,4 millions de dollars, comparativement à 85,8 millions de dollars lors de l'exercice précédent. L'incidence de l'évolution du dollar canadien par rapport à la devise américaine a eu pour effet de réduire les ventes consolidées de 0,5 million de dollars, ou 0,5 %, par rapport à l'exercice précédent. Si l'on exclut cet impact négatif, les ventes ont augmenté de 8,0 millions de dollars, ou 9,3 %, en raison d'une augmentation des besoins des clients sur le marché secondaire dans le secteur militaire et de l'accélération des cadences de production dans les marchés des gros porteurs commerciaux et des jets d'affaires du secteur de l'aérospatiale, de même que d'une hausse de la demande des clients dans le secteur Industriel.

Depuis le début de l'exercice, les ventes consolidées atteignent 271,3 millions de dollars, en hausse de 7,8 % par rapport à celles de 251,6 millions de dollars réalisées un an plus tôt. Cette évolution favorable des ventes de 19,7 millions de dollars résulte des éléments suivants :

- Une progression des ventes de 22,7 millions de dollars, ou 9,0 %, principalement attribuable à une augmentation des cadences de production dans les marchés commerciaux du secteur de l'aérospatiale et un accroissement de la demande des clients dans le secteur Industriel.
- Un impact favorable de 4,4 millions de dollars, ou 1,7 %, attribuable à l'apport de l'unité d'exploitation Landing Gear USA pendant une période complète de neuf mois cette année (puisque l'acquisition d'Eagle Tool & Machine Co. et de sa filiale, All Tool Inc., a été finalisée le 28 avril 2010 au cours du précédent exercice financier).
- Une incidence négative des taux de change de 7,4 millions de dollars, ou 2,9 %, du fait de l'appréciation du dollar canadien par rapport à la devise américaine.

Les ventes sectorielles de la Société se sont établies comme suit :

	<u>Trimestres clos</u> <u>les 31 décembre</u>				<u>Neuf mois clos</u> <u>les 31 décembre</u>			
	2011	2010	Variation		2011	2010	Variation	
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	%	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	%
Total Aérospatiale	83 645	79 463	4 182	5,3	245 930	232 472	13 458	5,8
Total Industriel	9 767	6 380	3 387	53,1	25 357	19 106	6 251	32,7
Total	93 412	85 843	7 569	8,8	271 287	251 578	19 709	7,8

Les ventes du secteur de l'aérospatiale ont augmenté de 4,8 millions de dollars, ou 6,0 % durant le trimestre pour s'établir à 83,6 millions de dollars, et de 19,9 millions de dollars, ou 8,6 % depuis le début de l'exercice pour atteindre 245,9 millions de dollars, en comparaison des mêmes périodes l'an dernier. Cette progression a été en partie contrebalancée par l'incidence négative de l'évolution du dollar canadien par rapport à la devise américaine qui a eu pour effet de réduire le montant des ventes de 0,6 million de dollars, ou 0,7 %, au troisième trimestre, et de 6,5 millions de dollars, ou 2,8 %, pour les neuf premiers mois de l'exercice. Comme il est mentionné plus haut, la progression des ventes enregistrée depuis le début de l'exercice comprend les ventes supplémentaires de 4,4 millions de dollars générées par l'unité d'exploitation Landing Gear USA étant donné que les résultats couvrent une période complète de neuf mois. En ce qui a trait au secteur Industriel, les ventes ont augmenté de 3,4 millions de dollars, ou 53,1 %, durant le trimestre, pour atteindre 9,8 millions de dollars, et ont progressé de 6,3 millions de dollars, ou 32,7 %, depuis le début de l'exercice, pour s'établir à 25,4 millions de dollars, en comparaison des périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette augmentation des ventes du secteur Industriel est attribuable à une progression des ventes de produits destinés au secteur de l'équipement lourd et de composants de turbines à gaz.

Secteur de l'aérospatiale

Les ventes du secteur de l'aérospatiale se sont établies comme suit :

Lignes de produits	Trimestres clos les 31 décembre				Neuf mois clos les 31 décembre			
	2011 (000 \$)	2010 (000 \$)	Variation		2011 (000 \$)	2010 (000 \$)	Variation	
			(000 \$)	%			(000 \$)	%
Trains d'atterrissage	59 031	55 370	3 661	6,6	170 595	163 226	7 369	4,5
Aérostructure	24 495	23 872	623	2,6	74 656	68 886	5 770	8,4
Autres	119	221	(102)	(46,2)	679	360	319	88,6
Total	83 645	79 463	4 182	5,3	245 930	232 472	13 458	5,8

Au troisième trimestre, les ventes de la ligne de produits Trains d'atterrissage ont progressé de 3,7 millions de dollars, ou 6,6 %, en comparaison de l'exercice précédent, pour s'établir à 59,0 millions de dollars, et ont augmenté de 7,4 millions de dollars, ou 4,5 %, depuis le début de l'exercice pour atteindre 170,6 millions de dollars. Cette progression est attribuable à l'augmentation des cadences de production des programmes de jets d'affaires et de gros porteurs commerciaux, principalement les programmes des appareils B-777 et A-320, et à un accroissement des besoins des clients sur le marché secondaire dans le secteur militaire. Cette augmentation a été en partie contrebalancée par une baisse de la demande des clients dans les marchés des jets régionaux et de certains d'hélicoptères commerciaux ainsi que par l'incidence négative de l'appréciation du dollar canadien sur les ventes de cette ligne de produits libellées en dollars américains. Depuis le début de l'exercice, les ventes de la ligne de produits Trains d'atterrissage ont également bénéficié d'une contribution positive de 4,4 millions de dollars, ou 2,7 %, générée par les activités de l'unité d'exploitation Landing Gear USA pendant une période complète de neuf mois cette année.

Comparativement à l'exercice précédent, les ventes de la ligne de produits Aérostructure ont augmenté de 0,6 million de dollars, ou 2,6 %, au troisième trimestre, pour s'établir à 24,5 millions de dollars, et de 5,8 millions de dollars, ou 8,4 %, depuis le début de l'exercice, pour atteindre 74,7 millions de dollars en raison des facteurs suivants :

- Une progression des ventes découlant de l'accélération des cadences de production des programmes du JSF F-35, du A-330-340 et de certains programmes de jets d'affaires, ainsi que de l'obtention de nouveaux mandats liés au programme du Gulfstream (GV). Depuis le début de l'exercice, les ventes de la ligne de produits Aérostructure ont aussi profité des retombées de l'accélération de la cadence de production du programme de l'hélicoptère B-429.
- Cette progression des ventes a été en partie contrebalancée par l'incidence négative de l'évolution du dollar canadien par rapport à la devise américaine, une diminution des besoins des clients dans le cadre de certains programmes militaires et une réduction de la cadence de production du programme de l'avion régional à turbopropulsion Dash 8.

Les ventes du secteur de l'aérospatiale peuvent être ventilées par marché comme suit :

	<u>Trimestres clos</u> <u>les 31 décembre</u>				<u>Neuf mois clos</u> <u>les 31 décembre</u>			
	2011	2010	Variation		2011	2010	Variation	
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	%	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	%
Militaire ⁽¹⁾	51 172	49 496	1 676	3,4	148 972	143 671	5 301	3,7
Commercial	32 473	29 967	2 506	8,4	96 958	88 801	8 157	9,2
Total	83 645	79 463	4 182	5,3	245 930	232 472	13 458	5,8

(1) : Inclut les produits militaires vendus à des clients civils et des gouvernements.

Les ventes de produits militaires ont progressé de 1,7 million de dollars, ou 3,4 %, durant le trimestre pour s'établir à 51,2 millions de dollars, et ont augmenté de 5,3 millions de dollars, ou 3,7 %, depuis le début de l'exercice pour atteindre 149,0 millions de dollars, en dépit de l'incidence négative de l'évolution du dollar canadien par rapport à la devise américaine. Comme il est mentionné plus haut, les ventes de produits militaires reflètent la progression des ventes liées au JSF et l'augmentation des ventes réalisées sur le marché secondaire qui ont été en partie contrebalancées par une diminution des besoins des clients dans le cadre des programmes des appareils F-16 et F-22. Le montant des ventes réalisées depuis le début de l'exercice traduit également l'impact favorable de 4,4 millions de dollars, ou 3,1 %, qu'a eu sur les ventes l'unité d'exploitation Landing Gear USA étant donné que les résultats couvrent une période complète de neuf mois, comparativement à l'exercice précédent.

Les ventes commerciales ont progressé de 2,5 millions de dollars, ou 8,4 %, durant le trimestre pour atteindre 32,5 millions de dollars. Depuis le début de l'exercice, elles affichent une hausse de 8,2 millions de dollars, ou 9,2 %, et se chiffrent à 97,0 millions en dépit de l'incidence négative de l'évolution du dollar canadien par rapport à la devise américaine. Cette hausse est attribuable à l'augmentation de la cadence de production de programmes de gros porteurs commerciaux et de jets d'affaires, ainsi qu'à l'obtention de nouveaux mandats liés au Gulfstream (GV), en partie contrebalancées par une diminution des besoins des clients dans le marché des avions régionaux et dans certains programmes d'hélicoptères.

Secteur Industriel

Les ventes du secteur Industriel se sont établies comme suit :

	<u>Trimestres clos</u> <u>les 31 décembre</u>				<u>Neuf mois clos</u> <u>les 31 décembre</u>			
	2011 (000 \$)	2010 (000 \$)	Variation		2011 (000 \$)	2010 (000 \$)	Variation	
			(000 \$)	%			(000 \$)	%
Turbines à gaz	3 998	2 526	1 472	58,3	10 733	8 180	2 553	31,2
Autres produits industriels	5 769	3 854	1 915	49,7	14 624	10 926	3 698	33,8
Total	9 767	6 380	3 387	53,1	25 357	19 106	6 251	32,7

Pour le troisième trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2011, les ventes du secteur Industriel ont progressé par rapport à l'exercice précédent, stimulées par un accroissement de la demande dans le secteur des turbines à gaz et par les ventes d'autres produits industriels destinés à l'équipement lourd dans l'industrie minière.

Répartition géographique des ventes

La répartition géographique des ventes de la société s'est établie comme suit :

	<u>Trimestres clos</u> <u>les 31 décembre</u>		<u>Neuf mois clos</u> <u>les 31 décembre</u>	
	2011 (%)	2010 (%)	2011 (%)	2010 (%)
Canada	24	24	26	27
États-Unis	70	70	70	68
International	6	6	4	5
Total	100	100	100	100

L'évolution de la répartition géographique des ventes depuis le début de l'exercice reflète l'incidence de l'accroissement des ventes réalisées aux États-Unis découlant principalement de l'augmentation des ventes de l'unité d'exploitation Landing Gear USA et du secteur Industriel.

Marge brute

La marge brute consolidée, exprimée en pourcentage des ventes, s'est établie à 18,3 % au troisième trimestre, en hausse de 0,5 % par rapport à l'exercice précédent, et atteint 17,1 % pour les neuf premiers mois de l'exercice, en hausse de 1,9 % par rapport à la même période l'an dernier. Cette progression s'explique principalement par l'augmentation globale des ventes de la Société, qui a permis une meilleure imputation des frais généraux de fabrication, ainsi que par

une composition des ventes plus avantageuse dans le secteur de l'aérospatiale jumelée à l'apport des améliorations apportées aux activités de fabrication. Pour l'exercice en cours, l'incidence négative sur la marge brute des frais engagés dans le cadre du démarrage de la nouvelle usine du Mexique s'élève à 0,3 million de dollars au troisième trimestre ce qui représente 0,3 % des ventes et à 0,5 million de dollars depuis le début de l'exercice, soit 0,2 % des ventes.

Les fluctuations de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain ont eu une incidence négative sur la marge brute en dollars de la Société de 0,3 million de dollars au troisième trimestre, ou 0,2 %, lorsqu'exprimé en pourcentage des ventes, et de 2,2 millions de dollars, ou 0,4 %, depuis le début de l'exercice. Outre la couverture naturelle découlant des achats de matières premières effectués en dollars américains, la Société a recours à des contrats de change à terme afin d'atténuer les répercussions des fluctuations des devises.

Dans le secteur de l'aérospatiale, la marge brute de la ligne de produits Trains d'atterrissage, exprimée en dollars et en pourcentage des ventes, a augmenté par rapport à l'exercice précédent, tant durant le trimestre que depuis le début de l'exercice, en raison principalement d'une composition des ventes plus avantageuse. Pour le trimestre et depuis le début de l'exercice, la marge brute en dollars et en pourcentage des ventes de la ligne de produits Aérostructure a augmenté par rapport à l'exercice précédent, en dépit des coûts de démarrage engagés cette année pour la nouvelle usine du Mexique et d'une hausse des coûts de fabrication initiaux engagés pour la production de composants destinés à de nouveaux programmes. L'augmentation du volume des ventes de ce secteur a eu une incidence favorable sur les marges bénéficiaires brutes en raison d'une meilleure imputation des frais généraux de fabrication.

Dans le secteur Industriel, la marge bénéficiaire brute, exprimée en dollars et en pourcentage des ventes, s'est considérablement améliorée, par rapport à l'exercice précédent. Cela s'explique par l'augmentation des ventes et une meilleure imputation des frais généraux de fabrication. Ce résultat reflète également les retombées des améliorations continues apportées aux activités de fabrication dans ce secteur.

Frais de vente et d'administration

Les frais de vente et d'administration se sont établis comme suit :

	<u>Trimestres clos</u>		<u>Neuf mois clos</u>	
	<u>les 31 décembre</u>		<u>les 31 décembre</u>	
	2011	2010	2011	2010
Frais de vente et d'administration (000 \$)	6 348	6 560	18 796	18 430
Pourcentage des ventes	6,8	7,6	6,9	7,3

Les frais de vente et d'administration se sont établis à 6,3 millions de dollars, ou 6,8 % des ventes au troisième trimestre, et à 18,8 millions de dollars, ou 6,9 % des ventes, pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2011. Cette année, ces frais comprennent ceux engagés dans le cadre du démarrage de la nouvelle usine du Mexique qui s'élèvent à 0,2 million de dollars pour le trimestre et à 0,4 million de dollars depuis le début de l'exercice. De plus, les frais comptabilisés depuis le début de l'exercice reflètent le fait que les résultats de l'unité d'exploitation Landing

Gear USA couvrent une période complète de neuf mois cette année, comparativement à l'exercice précédent. Les frais de vente et d'administration au troisième trimestre incluent un gain de 0,1 million de dollars réalisé lors de la conversion d'actifs monétaires nets; l'an dernier, cette conversion avait entraîné une perte de 0,1 million de dollars. Depuis le début de l'exercice, le gain réalisé lors de la conversion d'actifs monétaires nets se chiffre à 0,3 million de dollars, alors qu'au cours de la même période l'an dernier, cette conversion avait entraîné une perte de 0,5 million de dollars.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel consolidé s'est élevé à 10,8 millions de dollars, ou 11,5 % des ventes pour le trimestre clos le 31 décembre 2011, ce qui représente une hausse de 2,1 millions de dollars, ou 1,4 % des ventes, par rapport à celui de 8,7 millions de dollars, ou 10,1 % des ventes, réalisé lors de la même période l'an dernier. Depuis le début de l'exercice, le résultat opérationnel consolidé atteint 27,5 millions de dollars, ou 10,1 % des ventes, soit une hausse de 7,7 millions de dollars, ou 2,2 % des ventes comparativement à 19,8 millions de dollars, ou 7,9 % des ventes, pour la même période l'an dernier. Cette amélioration est attribuable à une hausse des ventes et de la marge brute tant dans le secteur de l'aérospatiale que dans le secteur Industriel, comme il est expliqué plus haut.

Secteur de l'aérospatiale

Le résultat opérationnel du secteur de l'aérospatiale s'est établi à 8,2 millions de dollars, ou 9,9 % des ventes, au troisième trimestre, comparativement à 7,6 millions de dollars, ou 9,6 % des ventes, lors de l'exercice précédent. Si l'on exclut l'incidence des coûts de démarrage de la nouvelle usine du Mexique, le résultat opérationnel du secteur de l'aérospatiale s'est élevé à 8,7 millions de dollars, ou 10,4 % des ventes, pour le troisième trimestre clos le 31 décembre 2011, en hausse de 1,1 million de dollars, ou 0,8 % des ventes, par rapport au résultat opérationnel réalisé lors de la même période l'an dernier. L'augmentation du résultat opérationnel reflète l'incidence de la progression des ventes ainsi qu'une composition des ventes plus avantageuse, comme il a été expliqué plus haut.

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2011, le résultat opérationnel du secteur de l'aérospatiale s'est élevé à 21,5 millions de dollars, ou 8,7 % des ventes, comparativement à 17,1 millions de dollars, ou 7,4 % des ventes, l'an dernier. Si l'on exclut l'incidence défavorable des coûts de démarrage de 0,9 million de dollars engagés pour la nouvelle usine du Mexique cette année, qui a été en partie contrebalancée par l'impact favorable de 0,2 million de dollars attribuable à l'apport de l'unité d'exploitation Landing Gear USA pendant une période complète de neuf mois cette année, le résultat opérationnel du secteur de l'aérospatiale s'est établi à 22,2 millions de dollars, ou 9,0 % des ventes, pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2011, en hausse de 5,1 millions de dollars, ou 1,6 % des ventes, par rapport au résultat opérationnel réalisé lors de l'exercice précédent. La hausse du résultat opérationnel reflète l'impact de l'augmentation des ventes et de la marge brute comme il a déjà été expliqué plus haut.

Secteur Industriel

Le résultat opérationnel a augmenté pour atteindre 2,5 millions de dollars, soit 26,0 % des ventes, au troisième trimestre, comparativement à 1,1 million de dollars, ou 17,1 % des ventes, l'an dernier. Depuis le début de l'exercice, le résultat opérationnel s'élève à 6,0 millions de dollars, ou 23,7 % des ventes, contre 2,7 millions de dollars, ou 14,0 % des ventes, l'an dernier, ce qui

représente une augmentation de 3,3 millions de dollars, ou 9,7 % des ventes. La hausse du résultat opérationnel au troisième trimestre et depuis le début de l'exercice reflète l'accroissement de la marge brute engendrée par la progression des ventes, une meilleure imputation des frais généraux de fabrication ainsi que les retombées des améliorations continues apportées aux activités de fabrication dont il est fait mention plus haut.

Frais financiers

Les frais financiers se sont élevés à 1,6 million de dollars pour le trimestre et 4,6 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2011, alors qu'ils s'étaient chiffrés à 1,4 million de dollars et 3,9 millions de dollars respectivement lors des mêmes périodes l'an dernier. L'écart entre les frais financiers constatés cette année et ceux engagés lors de l'exercice précédent traduit une hausse de la charge de désactualisation au titre des intérêts découlant principalement d'une augmentation des prêts des autorités gouvernementales et une augmentation de l'amortissement des frais de financement différés à la suite du renouvellement de la facilité de crédit de la Société en mars dernier.

Frais de restructuration

L'an dernier, soit le 13 mai 2010, la Société a entrepris des initiatives visant à optimiser et consolider la capacité de production de son secteur de l'aérospatiale, tout en améliorant davantage sa productivité dans ses installations québécoises. Ainsi, l'usine de la Société située à Rivière-des-Prairies, au Québec, a été fermée en septembre 2010 et sa production a été transférée vers les autres installations de la Société situées dans la région métropolitaine de Montréal. L'an dernier, au cours des six premiers mois clos le 30 septembre 2010, la Société avait comptabilisé des frais de restructuration de 0,6 million de dollars (0,4 million de dollars déduction faite des impôts). Au 31 décembre 2011 et au 31 mars 2011, le bâtiment rattaché à cette installation a été classé comme actif détenu en vue de la vente sous la rubrique Autres actifs du bilan consolidé de la Société.

Charge d'impôt sur le résultat

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2011, la charge d'impôt sur le résultat s'est élevée à 2,2 millions de dollars, comparativement à 2,1 millions de dollars lors de l'exercice précédent. Depuis le début de l'exercice, la charge d'impôt sur le résultat se chiffre à 5,4 millions de dollars, comparativement à 4,1 millions de dollars pour la même période l'an dernier.

Le taux d'imposition effectif de la Société pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2011 s'est établi à 23,6 %, comparativement au taux d'imposition canadien combiné de 27,3 % prévu par la loi. Le taux d'imposition effectif reflète l'incidence favorable des différences permanentes (1,2 million de dollars) et d'ajustements d'impôts différés (0,2 million de dollars), qui ont été en partie contrebalancés par l'impact négatif du taux d'imposition plus élevé auquel les résultats des filiales américaines de la Société sont assujettis (0,5 million de dollars).

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2010, le taux d'imposition effectif sur les résultats de la Société s'était établi à 26,9 %, comparativement au taux d'imposition canadien combiné de 28,7 % prévu par la loi. Cette différence s'explique par l'incidence favorable sur le taux d'imposition effectif de la Société des différences permanentes (0,3 million de dollars) et par un redressement fiscal avantageux à la suite de la conclusion d'un audit fiscal portant sur un exercice antérieur (0,2 million de dollars), qui avaient été en partie contrebalancés par l'impact

négatif du taux d'imposition plus élevé auquel les résultats des filiales américaines de la Société sont assujettis (0,2 million de dollars).

La baisse du taux d'imposition canadien combiné de la Société prévu par la loi cette année, par rapport à l'exercice précédent, reflète essentiellement la réduction du taux d'imposition fédéral sur les bénéfices des sociétés au Canada.

Résultat net

Pour le troisième trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2011, la Société a enregistré respectivement un résultat net de 6,9 millions de dollars, ou 7,4 % des ventes, et 17,5 millions de dollars, ou 6,5 % des ventes, comparativement à un résultat net de 5,2 millions de dollars, ou 6,0 % des ventes, et 11,1 millions de dollars, ou 4,4 % des ventes, lors des périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette hausse reflète l'augmentation du résultat opérationnel dans les deux secteurs d'activité de la Société. Le résultat net de l'exercice précédent est présenté déduction faite de frais de restructuration engagés pour la fermeture d'une usine, comme il a déjà été expliqué plus haut. Pour le trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice, le résultat net comprend des coûts après impôts de 0,3 million de dollars et 0,7 millions de dollars, respectivement, engagés dans le cadre du démarrage de la nouvelle usine du Mexique. La Société a commencé à y produire ses premiers composants au cours du troisième trimestre et prévoit générer des revenus au quatrième trimestre du présent exercice financier.

	<u>Trimestres clos</u>		<u>Neuf mois clos</u>	
	<u>les 31 décembre</u>		<u>les 31 décembre</u>	
	2011	2010	2011	2010
Résultat net (000 \$)	6 910	5 165	17 519	11 137
Bénéfice par action – de base (\$)	0,23	0,17	0,58	0,37
Bénéfice par action – dilué (\$)	0,23	0,17	0,57	0,37

Le bénéfice par action de base est calculé en fonction d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation depuis le début de l'exercice de 30 335 097 pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2011, et de 30 104 849 pour la période correspondante de l'exercice précédent, alors que le bénéfice par action dilué est calculé en fonction d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation depuis le début de l'exercice de 30 659 935 pour les neuf premiers mois de l'exercice en cours et de 30 332 283 pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation du nombre d'actions ordinaires en circulation, depuis le début de l'exercice, est essentiellement attribuable à l'émission de 200 323 actions ordinaires aux termes du régime d'options sur actions et à l'émission de 33 453 actions ordinaires aux termes du régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat de la Société (« régime d'achat d'actions »).

Le 2 février 2012, soit au moment de la rédaction de cette analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation, la Société comptait 30 411 705 actions ordinaires et 1 434 677 options sur actions en circulation dont la durée moyenne pondérée avant l'échéance était de 3,6 années.

Cumul des autres éléments du résultat global (« CAERG ») et résultat global

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2011, l'appréciation du dollar américain, par rapport à la devise canadienne, a eu un impact positif important sur les gains réalisés par la Société lors de la conversion des états financiers des établissements étrangers, tandis qu'elle a eu une incidence négative importante sur le montant net des pertes résultant de l'évaluation à leur juste valeur des instruments financiers dérivés de la Société, ainsi que sur le montant net des pertes subies sur la couverture des investissements nets dans les établissements américains. En outre, le rendement moins élevé que prévu réalisé sur les actifs des régimes de retraite à prestations définies de la Société a eu des répercussions négatives sur le montant net des pertes actuarielles. Ces fluctuations ont eu un impact important sur le CAERG de la Société et sur le résultat global connexe pour cette même période.

FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE

Facilité de crédit et trésorerie et équivalents de trésorerie

Dans l'ensemble, la Société présente une situation financière saine et est en bonne posture pour faire face à ses besoins financiers. En mars 2011, la Société a renouvelé et augmenté ses facilités de crédit renouvelables de premier rang, consortiales et garanties en une seule facilité de crédit renouvelable de premier rang, consortiale et garantie (la « facilité de crédit »), consentie par un syndicat de cinq banques à charte canadiennes et leurs sociétés affiliées ou succursales américaines ainsi que par la succursale canadienne d'une banque américaine. Cette facilité de crédit permet à la Société et ses filiales d'emprunter jusqu'à 150 millions de dollars, en dollars canadiens ou l'équivalent en dollars américains, et viendra à échéance en mars 2016. Elle comprend également une clause accordéon qui permettrait de l'augmenter jusqu'à 225 millions de dollars pendant toute la durée de la convention de crédit, sous réserve de l'approbation des prêteurs. Au 31 décembre 2011, seule une somme de 60,5 millions de dollars canadiens (59,5 millions de dollars américains) avait été prélevée sur cette facilité de crédit, incluant 16,5 millions de dollars américains prélevés en avril 2010 pour financer l'acquisition de l'unité d'exploitation Landing Gear USA. Compte tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie dont dispose la Société, de sa facilité de crédit disponible et du niveau prévu de ses dépenses en immobilisations et de ses résultats, la direction ne prévoit pas être confrontée à un risque de liquidité dans un avenir prévisible. Au 31 décembre 2011, la trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Société s'élevaient à 49,4 millions de dollars, comparativement à 32,9 millions de dollars au 31 mars 2011, dont 33,0 millions de dollars (25,1 millions de dollars au 31 mars 2011) avaient été investis dans des dépôts à court terme auprès de banques faisant partie du syndicat bancaire.

Activités opérationnelles

La Société a généré des flux de trésorerie de ses activités opérationnelles et a utilisé sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie pour ses activités opérationnelles comme suit :

	<u>Trimestre clos</u> <u>les 31 décembre</u>		<u>Neuf mois clos</u> <u>les 31 décembre</u>	
	<u>2011</u> <u>(000 \$)</u>	<u>2010</u> <u>(000 \$)</u>	<u>2011</u> <u>(000 \$)</u>	<u>2010</u> <u>(000 \$)</u>
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	13 885	13 099	37 323	32 997
Variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités opérationnelles	(3 750)	4 262	(2 521)	(5 083)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	10 135	17 361	34 802	27 914

Les augmentations respectives de 0,8 million de dollars et 4,3 millions de dollars des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2011 s'expliquent essentiellement par la hausse de 1,7 million de dollars du résultat net (6,4 millions de dollars depuis le début de l'exercice) et une augmentation de 0,1 million de dollars de la charge de désactualisation hors trésorerie au titre des intérêts (0,4 million de dollars depuis le début de l'exercice), qui ont été en partie contrebalancées par une baisse de 1,3 million de dollars de la charge d'impôt différé (2,4 millions de dollars depuis le début de l'exercice).

La variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités opérationnelles peut être résumée de la façon suivante :

	<u>Trimestres clos</u>		<u>Neuf mois clos</u>	
	<u>les 31 décembre</u>		<u>les 31 décembre</u>	
	2011	2010	2011	2010
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
Comptes fournisseurs et charges à payer, comptes fournisseurs – autres et autres passifs (ci-après appelés collectivement « comptes fournisseurs »)	2 801	738	(4 566)	(4 729)
Comptes clients	2 298	8 489	15 359	6 764
Stocks	(5 893)	(498)	(8 812)	7 974
Facturations progressives	1 036	(2 154)	(6 025)	(11 132)
Impôts à payer et à recevoir	(956)	627	1 596	199
Impact des fluctuations du taux de change	(932)	(339)	1 989	(792)
Autres	(2 104)	(2 601)	(2 062)	(3 367)
	(3 750)	4 262	(2 521)	(5 083)

Pour le troisième trimestre clos le 31 décembre 2011, l'augmentation des comptes fournisseurs, des stocks et des facturations progressives cadre avec l'accroissement du volume des ventes prévu pour le dernier trimestre du présent exercice. Depuis le début de l'exercice, l'incidence de la hausse du taux de change de clôture \$ US/\$ CA a été contrebalancée par une diminution des comptes clients et des comptes fournisseurs essentiellement attribuable à une baisse du volume des ventes au troisième trimestre de l'exercice en cours, par rapport au quatrième trimestre de l'exercice précédent qui est, historiquement, le meilleur trimestre de l'année. La hausse des stocks est liée à l'augmentation des cadences de production pour les trimestres à venir dans le secteur de l'aérospatiale commerciale, tandis que la réduction des facturations progressives découle principalement d'une composition des ventes caractérisée par un carnet de commandes fermes plus considérable dans le secteur commercial que dans le secteur militaire.

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2010, la baisse du niveau d'activité commerciale l'an dernier avait engendré une diminution des comptes clients, des stocks, des comptes fournisseurs et des facturations progressives par rapport aux soldes de fin d'exercice. De plus, la réduction du délai moyen de recouvrement des débiteurs provenant d'une amélioration du recouvrement des comptes clients avait également entraîné une baisse des comptes clients.

Activités d'investissement

Les activités d'investissement de la Société se résument comme suit :

	<u>Trimestres clos</u>		<u>Neuf mois clos</u>	
	<u>les 31 décembre</u>	<u>les 31 décembre</u>	<u>les 31 décembre</u>	<u>les 31 décembre</u>
	2011	2010	2011	2010
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(3 626)	(4 731)	(13 531)	(13 824)
Augmentation d'actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net	(1 550)	(2 393)	(7 716)	(6 122)
Produit à la vente d'immobilisations corporelles	335	71	370	141
Acquisition d'entreprise	-	-	-	(28 813)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(4 841)	(7 053)	(20 877)	(48 618)

Le 28 avril 2010, la Société a investi 28,8 millions de dollars afin d'acquérir la quasi-totalité des éléments d'actif nets de l'unité d'exploitation Landing Gear USA.

Durant le trimestre et depuis le début de l'exercice, les acquisitions d'immobilisations corporelles se sont élevées respectivement à 8,1 millions de dollars et 17,1 millions de dollars (4,7 millions de dollars et 13,8 millions de dollars l'an dernier). Cette année, ces acquisitions d'immobilisations corporelles présentées dans le tableau ci-dessus incluent la variation positive de 0,4 million de dollars (variation négative de 2,7 millions de dollars depuis le début de l'exercice) des acquisitions non encore payées et sont présentées compte non tenu d'un montant de 4,1 millions de dollars et de 6,3 millions de dollars (néant l'an dernier) à l'égard de la machinerie et de l'équipement acquis aux termes de contrats de location-financement. Il est prévu que les dépenses en immobilisations pour l'exercice 2012 s'élèveront à environ 27 millions de dollars, incluant un investissement de 5 millions de dollars pour la nouvelle usine au Mexique. Ce projet représente des dépenses d'investissement et des engagements qui pourraient atteindre 20 millions de dollars sur trois ans.

L'augmentation des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée représente les coûts de développement capitalisés pour des contrats à long terme dans le secteur de l'aérospatiale, principalement pour des programmes de jets d'affaires.

Activités de financement

Les activités de financement de la Société se présentent comme suit :

	<u>Trimestres clos</u>		<u>Neuf mois clos</u>	
	<u>les 31 décembre</u>		<u>les 31 décembre</u>	
	2011	2010	2011	2010
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
Augmentation de la dette à long terme	814	3 041	4 090	21 916
Remboursement de la dette à long terme	(1 119)	(1 242)	(4 278)	(4 411)
Rachat d'actions ordinaires	-	(72)	-	(3 570)
Émission d'actions ordinaires	76	84	1 189	1 001
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(229)	1 811	1 001	14 936

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2011, l'augmentation de la dette à long terme reflète l'obtention de nouveaux prêts des autorités gouvernementales destinés à soutenir les coûts de développement de la Société liés à des programmes du secteur de l'aérospatiale. Lors de l'exercice précédent, l'augmentation de la dette à long terme avait été attribuable au prélèvement de 16,5 millions de dollars américains effectué sur la facilité de crédit de la Société pour financer l'acquisition de l'unité d'exploitation Landing Gear USA et à l'obtention de nouveaux prêts des autorités gouvernementales.

Cette année tout comme lors de l'exercice précédent, le remboursement de la dette à long terme comprend le remboursement de contrats de location-financement et d'un billet qui avait été émis dans le cadre de l'acquisition de l'unité d'exploitation Landing Gear USA. Il inclut également, mais uniquement pour la période des neuf premiers mois de l'exercice, le remboursement de prêts des autorités gouvernementales.

Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2011, la Société a émis 200 323 actions ordinaires (la totalité durant le premier trimestre) à la suite de l'exercice d'options sur actions pour une contrepartie totale en espèces de 954 000 \$. La Société a également émis, aux termes de son régime d'actionariat, 12 135 et 33 453 actions ordinaires respectivement au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 décembre 2011, pour des contreparties en espèces de 76 000 \$ et 235 000 \$.

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 décembre 2010, la Société avait émis respectivement 15 285 et 48 241 actions ordinaires, aux termes de son régime d'achat d'actions pour des contreparties en espèces de 84 000 \$ et 254 000 \$. Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2010, la Société avait également émis 157 221 actions ordinaires (la totalité durant le premier semestre) à la suite de l'exercice d'options sur actions, pour une contrepartie en espèces de 747 000 \$. Durant les mêmes périodes, la Société avait racheté respectivement 12 600 et 617 700 actions ordinaires en vertu de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités lancée en novembre 2009 (« OPR ») pour des contreparties totales en espèces de 72 000 \$ et 3 570 000 \$.

Au 31 décembre 2011, la Société respectait toutes les clauses restrictives relatives à sa dette et la direction prévoit qu'il en sera de même tout au long du prochain exercice financier.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Au cours de l'exercice 2010, soit le 25 novembre 2009, la Société a lancé une nouvelle OPR avec l'approbation de la Bourse de Toronto (TSX). En vertu des modalités de l'OPR, la Société pouvait acquérir jusqu'à 1 500 000 de ses actions ordinaires, ce qui représentait environ 5 % des actions émises et en circulation de la société au 19 novembre 2009. L'OPR a pris fin le 24 novembre 2010. Au cours de cette période, la société a racheté 711 100 actions ordinaires à un prix net moyen de 5,68 \$ l'action, pour une contrepartie totale en espèces de 4,0 millions de dollars.

Toutes les actions ordinaires achetées par la Société par le biais de l'OPR ont été acquises sur le marché ouvert par l'entremise de la Bourse de Toronto ou d'autres marchés canadiens conformément aux politiques de cette dernière et ont été remises par la Société à son agent des transferts pour annulation.

Capital émis, régime d'options sur actions et régime d'achat d'actions

En date du 31 décembre 2011, la Société comptait 30 407 574 actions ordinaires en circulation (30 173 798 en date du 31 mars 2011).

Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2011, la Société a émis 200 323 actions ordinaires (la totalité durant le premier trimestre) à la suite de l'exercice d'options sur actions à un prix moyen pondéré de 4,76 \$ l'action, pour une contrepartie totale en espèces de 954 000 \$. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2011, la Société a également émis respectivement 12 135 et 33 453 actions ordinaires aux termes de son régime d'achat d'actions à des prix moyens pondérés de 6,24 \$ et 7,01 \$ l'action, pour des contreparties totales en espèces de 76 000 \$ et 235 000 \$.

Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2010, la Société avait émis 157 221 actions ordinaires à la suite de l'exercice d'options sur actions à un prix moyen pondéré de 4,75 \$, pour une contrepartie totale en espèces de 747 000 \$. Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 décembre 2010, la Société a également émis respectivement 15 285 et 48 241 actions ordinaires aux termes de son régime d'achat d'actions, à des prix moyens pondérés de 5,55 \$ et 5,27 \$ pour des contreparties totales en espèces de 84 000 \$ et 254 000 \$.

Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2011, 242 000 options sur actions ont été attribuées, la totalité au deuxième trimestre (138 000 options sur actions lors de l'exercice précédent, la totalité au deuxième trimestre) tandis qu'aucune option sur actions n'a été annulée (55 000 options sur actions avaient été annulées au cours du premier semestre de l'exercice précédent).

Au 31 décembre 2011, 1 434 677 options sur actions étaient émises et en circulation. Ces options, dont la durée moyenne pondérée avant échéance était de 3,6 années, étaient assorties d'un prix d'exercice moyen pondéré de 6,45 \$ l'action (se référer à la Note 12 des états financiers consolidés intermédiaires résumés).

Cette année, au cours du deuxième trimestre, le nombre total d'actions réservées à des fins d'attribution ou d'émission ultérieures aux termes du régime d'options sur actions et du régime d'achat d'actions a été remis à niveau en raison du nombre limité d'actions ordinaires encore disponibles en vertu de ces régimes et par suite de l'approbation des actionnaires de la Société lors de l'assemblée générale annuelle et extraordinaire qui a eu lieu le 4 août 2011. Par conséquent, le nombre total d'actions ordinaires disponibles à des fins d'attribution ou d'émission ultérieures aux termes de ces régimes, immédiatement après l'approbation des actionnaires de la Société, s'établissait comme suit :

Actions ordinaires	Régime d'options sur actions	Régime d'achat d'actions	Nombre total d'actions ordinaires
Nombre total d'actions	2 808 257	340 000	3 148 257

Au 31 décembre 2011, 2 573 257 actions ordinaires n'avaient pas encore été attribuées aux termes du régime d'options sur actions et 320 217 actions ordinaires n'avaient pas encore été émises aux termes du régime d'achat d'actions.

Régime de droits à la plus-value d'actions et régime d'unités d'actions différées

Jusqu'en août 2010, la Société offrait un régime de droits à la plus-value d'actions (« DPVA ») en vertu duquel des droits étaient attribués aux administrateurs non salariés. Même si le régime de DPVA a depuis été remplacé par un régime d'unités d'actions différées (« UAD ») qui a été approuvé en mai 2011, les DPVA en circulation émises avant le mois d'août 2010 sont toujours valides. Au 31 mars 2011 et au 31 décembre 2011, 143 000 et 130 500 DPVA respectivement étaient encore en circulation, assortis d'un prix d'exercice moyen pondéré de 6,21 \$ et 6,32 \$ et devant venir à échéance à diverses dates entre les exercices 2013 et 2016. Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2011, 12 500 DPVA ont été exercés (la totalité au deuxième trimestre) à un prix d'exercice de 5,00 \$, puisqu'ils étaient sur le point de venir à échéance.

Le régime d'UAD est offert aux administrateurs non salariés de la société dans l'intention, d'une part, d'améliorer la capacité de la Société d'attirer et de retenir des individus exceptionnels pour siéger au conseil d'administration et contribuer à la réussite à long terme de la Société et, d'autre part, de mieux aligner les intérêts des administrateurs non salariés de la Société sur ceux de ses actionnaires.

Le régime d'UAD permet aux participants de recevoir une rémunération à la date de départ, à titre de membres du conseil d'administration, qui représente une contrepartie au comptant égale au cours coté des actions ordinaires de la Société pour chaque UAD. Ces UAD sont passées en charges à mesure qu'elles sont gagnées et leur coût est déterminé à l'aide d'un modèle d'évaluation, puis réévalué à chaque période de présentation de l'information financière. Chaque administrateur peut également choisir, à chaque exercice financier, de convertir jusqu'à concurrence de 50 % de ses honoraires annuels de base d'administrateur en UAD. Les droits afférents à ces UAD sont acquis sur une période d'un an.

Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2011, la Société a émis 37 718 UAD (la totalité au cours du premier semestre). Cette année, la reprise de la charge au titre des UAD s'est élevée à 5 000 \$ pour ce trimestre et a représenté une charge de 221 000 \$ pour la période de

neuf mois close le 31 décembre 2011 (se référer à la Note 12 des états financiers consolidés intermédiaires résumés).

Bilans consolidés

Le tableau qui suit présente et explique les variations importantes ayant affecté les bilans consolidés entre le 31 décembre 2011 et le 31 mars 2011 :

Rubrique	Variation (millions \$)	Note explicative
Trésorerie et équivalents de trésorerie	16,5	Se référer à l'état des flux de trésorerie consolidé.
Comptes clients	(15,4)	Baisse attribuable à un recul des ventes au troisième trimestre de l'exercice en cours, par rapport aux ventes records réalisées au quatrième trimestre de l'exercice précédent, ainsi qu'à une diminution du délai moyen de recouvrement qui s'explique par le déploiement d'efforts continus en matière de recouvrement des comptes clients. Cette baisse a été en partie contrebalancée par l'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien sur les comptes clients libellés en dollars américains, par rapport au 31 mars 2011 (1,9 million de dollars).
Stocks	8,8	Cette hausse cadre avec l'augmentation des cadences de production dans le secteur de l'aérospatiale commerciale et l'accroissement prévu des ventes au quatrième trimestre de l'exercice en cours. Elle reflète également l'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien sur les stocks des établissements américains de la Société (2,5 millions de dollars).
Instruments financiers dérivés (éléments d'actif à court terme)	(5,0)	Variation imputable à la constatation des instruments financiers dérivés à court terme évalués à leur juste valeur au bilan de la Société.
Autres actifs à court terme	2,8	Cette variation est principalement attribuable à une hausse de 2,6 millions de dollars des crédits d'impôt à l'investissement et autres crédits d'impôt à recevoir, ce qui cadre avec l'augmentation des coûts de développement admissibles pour des contrats à long terme dans le secteur de l'aérospatiale.

Rubrique	Variation (millions \$)	Note explicative
Immobilisations corporelles, montant net	3,0	<p>Variation imputable à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'acquisition d'immobilisations corporelles de 17,1 millions de dollars; • l'application d'un taux de change \$ US/\$ CA plus élevé aux fins de conversion des actifs nets des établissements américains (2,7 millions de dollars). <p>Déduction faite :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de la charge d'amortissement (16,3 millions de dollars); • de la cession d'immobilisations corporelles (0,5 million de dollars);
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net (incluant un carnet de commandes net de 2,4 millions de dollars)	6,3	<p>Variation imputable à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une augmentation des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée (7,7 millions de dollars), représentant la hausse des coûts de développement capitalisés pour des contrats à long terme dans le secteur de l'aérospatiale. • l'application d'un taux de change \$ US/\$ CA plus élevé aux fins de conversion des actifs nets des établissements américains (0,2 million de dollars). <p>Déduction faite :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de l'amortissement de la valeur sous-jacente du carnet de commandes (1,1 million de dollars); • de l'amortissement des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée (0,5 million de dollars);
Instruments financiers dérivés (éléments d'actif à long terme)	(5,9)	Variation imputable à la constatation des instruments financiers dérivés à long terme évalués à leur juste valeur au bilan de la Société.
Goodwill	1,1	Hausse découlant de l'application d'un taux de change \$ US/\$ CA plus élevé aux fins de conversion du goodwill des établissements américains de la Société.
Comptes fournisseurs et charges à payer	(0,6)	Diminution résultant d'un recul des ventes au troisième trimestre de l'exercice en cours, par rapport à celles réalisées au quatrième trimestre de l'exercice précédent, en partie contrebalancée par l'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien depuis le 31 mars 2011 sur les comptes

Rubrique	Variation (millions \$)	Note explicative
		fournisseurs et charges à payer libellés en dollars américains (1,2 million de dollars).
Comptes fournisseurs - autres	(2,8)	Baisse attribuable à une diminution de la portion des acquisitions d'immobilisations corporelles non payées.
Facturations progressives (à court et à long terme)	(6,0)	La réduction des facturations progressives reflète essentiellement une composition des ventes caractérisée par un carnet de commandes fermes plus considérable dans le secteur commercial que dans le secteur militaire, en partie contrebalancée par l'application d'un taux de change \$ US/\$ CA plus élevé aux fins de conversion des facturations progressives des établissements américains libellées en dollars américains (0,6 million de dollars).
Instruments financiers dérivés (éléments de passif à court terme)	0,3	Variation imputable à la constatation des instruments financiers dérivés à court terme évalués à leur juste valeur au bilan de la Société.
Dette à long terme (y compris la tranche à court terme)	11,0	Variation imputable à : <ul style="list-style-type: none"> • l'obtention de prêts des autorités gouvernementales destinés à soutenir des investissements dans des programmes de développement dans le secteur de l'aérospatiale (4,1 millions de dollars); • de nouveaux contrats de location-financement (6,3 millions de dollars); • la désactualisation au titre des intérêts sur des prêts des autorités gouvernementales (1,2 million de dollars); • l'amortissement de frais de financement reportés liés à la nouvelle structure de financement (0,3 million de dollars); • l'application d'un taux de change \$ US/\$ CA plus élevé aux fins de conversion de la dette à long terme libellée en dollars américains (3,4 millions de dollars). Déduction faite : <ul style="list-style-type: none"> • d'un remboursement de capital sur la dette à long terme (4,3 millions de dollars).
Instruments financiers dérivés (éléments de passif à long terme)	2,3	Variation imputable à la constatation des instruments financiers dérivés à long terme évalués à leur juste valeur au bilan de la Société.
Capital émis	1,8	Variation imputable aux actions ordinaires émises en vertu du régime d'options sur actions à la suite de l'exercice

Rubrique	Variation (millions \$)	Note explicative
		d'options sur actions (1,6 million de dollars) et en vertu du régime d'achat d'actions de la Société (0,2 million de dollars).
Résultats non distribués	16,1	L'augmentation reflète principalement le résultat net réalisé par la Société pour les neuf premiers mois de l'exercice financier en cours.

En date du 31 décembre 2011 et du 31 mars 2011, le ratio du fonds de roulement de la Société, la trésorerie et les équivalents de trésorerie, le ratio de la dette à long terme/capitaux propres et le ratio de la dette nette/capitaux propres ⁽¹⁾ s'établissaient comme suit :

	31 décembre 2011	31 mars 2011
Ratio du fonds de roulement	2,62:1	2,52:1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	49,4 M\$	32,9 M\$
Ratio de la dette à long terme/capitaux propres	0,45:1	0,44:1
Ratio de la dette nette/capitaux propres ⁽¹⁾	0,28:1	0,32:1

(1) : Se définit comme la dette à long terme totale (incluant la tranche à court terme) moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie, sur les capitaux propres.

L'augmentation du ratio de la dette à long terme/capitaux propres reflète essentiellement l'incidence de la hausse du taux de change de clôture \$ US/\$ CA au 31 décembre 2011.

Aide gouvernementale

Pour le troisième trimestre clos le 31 décembre 2011, la Société a enregistré, à titre de réduction du coût des ventes, un montant de 1,2 million de dollars (0,9 million de dollars l'an dernier) et, à titre de réduction des dépenses en immobilisations corporelles ou coûts de développement capitalisés, un montant de 0,7 million de dollars (1,6 million de dollars l'an dernier) en aide gouvernementale. Depuis le début de l'exercice, la Société a comptabilisé un montant de 2,6 millions de dollars (1,9 million de dollars l'an dernier) à titre de réduction du coût des ventes, ainsi qu'un montant de 2,2 millions de dollars (3,0 millions de dollars l'an dernier) à titre de réduction des dépenses en immobilisations ou coûts de développement capitalisés, en aide gouvernementale.

Cette aide gouvernementale comprend principalement les crédits d'impôt à l'investissement, d'autres crédits d'impôt et la portion actualisée des prêts des autorités gouvernementales.

Instruments dérivés, postes hors bilan et engagements contractuels

En date du 31 décembre 2011, la Société était partie à des contrats de location simple d'une valeur totale de 4,6 millions de dollars portant sur des immeubles et des installations. Ces sommes sont remboursables au cours des dix prochains exercices financiers. Toujours en date du 31 décembre 2011, la valeur totale des engagements contractuels de la Société au titre de l'acquisition de machinerie et d'équipement se chiffrait à 5,1 millions de dollars (se référer à la Note 15 des états financiers consolidés intermédiaires résumés).

Au 31 décembre 2011, la Société avait des contrats de change à terme avec des banques à charte canadiennes pour la vente de 161,4 millions de dollars américains à un taux moyen pondéré de 1,0690 (dollar canadien par rapport au dollar américain, « \$ CA/\$ US »). Ces contrats, qui ont trait en grande partie aux ventes à l'exportation de la Société, viennent à échéance à diverses dates entre le mois de janvier 2012 et le mois de mars 2015, mais principalement au cours des deux prochains exercices (se référer à la Note 9 des états financiers consolidés intermédiaires résumés). À titre comparatif, au 31 mars 2011, la société était partie à des contrats de change à terme totalisant 159,0 millions de dollars américains, assortis d'un taux moyen pondéré de 1,1032 et, au 31 décembre 2010, à des contrats de change à terme totalisant 143,1 millions de dollars américains, à un taux moyen pondéré de 1,1288.

Au 31 décembre 2011, la Société était également partie à des contrats de change à terme pour la vente de 4,7 millions de dollars américains à un taux moyen pondéré de 1,2262 \$ CA/\$ US (7,7 millions de dollars américains à un taux moyen pondéré de 1,2343 au 31 mars 2011 et 8,5 millions de dollars américains à un taux moyen pondéré de 1,2359 au 31 décembre 2010). Ces contrats visent à couvrir le risque de change associé à certains dérivés incorporés et viendront tous à échéance au cours de l'exercice financier 2014.

En mars 2011, à la suite du renouvellement de la facilité de crédit de la Société, et dans le but de limiter l'incidence de la fluctuation des taux d'intérêt sur une portion de sa dette à long terme libellée en dollars américains, conformément à sa politique de gestion des risques, la Société a conclu trois ententes de swap de taux d'intérêt pour un montant total de 40 millions de dollars américains. Les ententes qui fixent le TIOL américain à 3,90 % pour un montant de 20 millions de dollars américains et à 3,91 % pour un autre montant de 20 millions de dollars américains, viendront à échéance en décembre 2015.

En mars 2011, la Société a désigné certaines dettes à long terme comme couvertures de ses investissements nets dans les établissements américains. Cette désignation demeure en vigueur en date du 31 décembre 2011.

Conjoncture financière et économique

L'amélioration progressive de l'économie mondiale a eu des répercussions positives sur la plupart des marchés stratégiques de la Société au cours des neuf premiers mois de son exercice financier 2012. Dans le marché des gros porteurs commerciaux, les fabricants ont annoncé plusieurs augmentations de la cadence de production de leurs programmes d'envergure jusqu'à l'année civile 2014, tandis que la plupart des principaux marchés industriels que dessert la Société bénéficient d'une dynamique de plus en plus favorable. Entre-temps, le marché de l'aérospatiale militaire s'est stabilisé, alors que les gouvernements tentent de résorber leur déficit. Cependant, puisque la reprise économique demeure fragile, Héroux-Devtek continue à surveiller de près sa stratégie et sa gestion du risque.

Bien que le carnet de commandes de la Société demeure bien rempli, le report ou l'annulation de commandes d'achat pourraient avoir une incidence défavorable sur les résultats à venir. La Société cherche à maintenir un bon équilibre dans son portefeuille entre les ventes sur les marchés de l'aérospatiale commerciale et militaire, de même qu'entre la fabrication de nouveaux composants et la fourniture de produits et services sur le marché secondaire. Cet équilibre devrait lui permettre d'atténuer les risques associés à un éventuel ralentissement dans l'un ou l'autre de ces marchés.

En outre, les fluctuations rapides de la valeur du dollar canadien, par rapport à la devise américaine, exerceront une pression supplémentaire sur les résultats à venir. Comme cela a déjà été mentionné, et comme il est souligné à la rubrique intitulée « Perspectives », la direction continue de concentrer ses efforts sur des initiatives d'optimisation de sa production et de réduction de ses coûts, ainsi que sur sa stratégie relative aux contrats de change à terme afin d'atténuer les fluctuations défavorables du taux de change.

D'un point de vue financier, la Société dispose d'un bilan solide. Elle respecte actuellement toutes ses clauses financières restrictives et prévoit qu'il en sera de même tout au long du prochain exercice. La Société ne prévoit pas avoir de problèmes de liquidité, étant donné que sa facilité de crédit bancaire lui est consentie par un syndicat de cinq banques à charte canadiennes et une filiale canadienne d'une banque américaine, qui bénéficient de cotes de crédit élevées, et que les principaux clients de la Société sont des chefs de file mondiaux dans leurs domaines respectifs. Cette facilité de crédit a été renouvelée et augmentée au cours de l'exercice financier 2011 et viendra à échéance en mars 2016.

Compte tenu des éléments ci-dessus, la Société maintient ses perspectives à court terme (se référer à la rubrique ci-après intitulée « Perspectives ») et n'entrevoit actuellement aucun facteur important à court terme susceptible de compromettre le cours de ses activités. Cela dit, et sachant que la Société œuvre, en partie, dans des secteurs qui sont sensibles à la conjoncture économique, la direction continuera à faire preuve de prudence (se référer aux rubriques ci-après intitulées « Risques et incertitudes » et « Perspectives »).

MODIFICATIONS FUTURES DE CONVENTIONS COMPTABLES

Les normes publiées, mais non encore en vigueur, susceptibles de s'appliquer à la Société sont les suivantes :

IFRS 9 - Instruments financiers

Le 12 novembre 2009, l'IASB a publié l'IFRS 9 - *Instruments financiers*, première étape de son projet visant à remplacer l'IAS 39 - *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. L'IFRS 9 simplifie l'évaluation et le classement des actifs financiers en réduisant le nombre de classes d'évaluation et en supprimant les règles complexes axées sur les dérivés incorporés dans l'IAS 39. De plus, la nouvelle norme comprend une option de juste valeur pour la désignation d'un passif financier non dérivé, son classement et son évaluation. Cette norme sera en vigueur pour l'exercice de la Société qui débutera le 1er avril 2015, et l'application anticipée est permise.

IFRS 13 - Évaluation de la juste valeur

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 13 - *Évaluation de la juste valeur*. L'IFRS 13 améliorera la cohérence et réduira la complexité en fournissant une définition précise de la juste valeur et une source unique pour l'évaluation de la juste valeur et les exigences en matière d'informations à fournir qui s'appliquent à l'ensemble des IFRS. Cette norme sera en vigueur pour l'exercice de la Société qui débutera le 1er avril 2013, et l'application anticipée est permise.

IAS 1 Présentation des états financiers

En juin 2011, l'IASB a apporté des modifications à l'IAS 1, *Présentation des états financiers*. Le principal changement résultant des modifications apportées à l'IAS 1 est l'exigence de regrouper les éléments compris dans les Autres éléments du résultat global susceptibles d'être reclassés dans l'état des résultats. Les modifications confirment également les exigences actuelles de présentation des autres éléments du résultat global et du résultat net dans un seul état ou dans deux états consécutifs. La version modifiée de l'IAS 1 entrera en vigueur pour les exercices de la Société ouverts à compter du 1^{er} avril 2013, et l'application anticipée est permise.

IAS 19 Avantages du personnel

En juin 2011, l'IASB a apporté des modifications à l'IAS 19, *Avantages du personnel*. Parmi les changements, les modifications exigent que les entités calculent le coût de financement des régimes à prestations définies en appliquant le taux d'actualisation servant à déterminer les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi aux obligations nettes au titre des avantages postérieurs à l'emploi (habituellement, la valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies, diminuée de la juste valeur des actifs du régime). Cette modification devrait entraîner une hausse du coût de financement net pour la Société. En outre, les modifications apportées à l'IAS 19 améliorent les exigences quant aux informations à fournir pour les régimes à prestations définies, en prévoyant des renseignements additionnels sur les caractéristiques des régimes à prestations définies et les risques auxquels une entité est exposée du fait de sa participation à ces régimes. La version modifiée de l'IAS 19 entrera en vigueur pour les exercices de la Société ouverts à compter du 1^{er} avril 2013 et l'application anticipée est permise.

La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ces nouvelles normes.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES INTERNES

Les contrôles internes à l'égard de l'information financière sont conçus pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière de la Société est fiable et que ses états financiers ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière.

Aucun changement n'a été apporté aux contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière durant le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2011 ayant eu ou pouvant raisonnablement avoir d'incidence importante sur les contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière.

RISQUES ET INCERTITUDES

Héroux-Devtek évolue dans des secteurs industriels soumis à divers facteurs de risque et incertitudes susceptibles d'avoir une incidence défavorable importante sur ses affaires, sa situation financière et ses résultats d'exploitation. Ces risques et incertitudes comprennent, sans toutefois s'y limiter, ceux énumérés ci-après, lesquels font l'objet d'une description plus détaillée dans l'analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation de la Société portant sur l'exercice financier clos le 31 mars 2011.

- Dépendance envers des clients importants
- Disponibilité et prix des matières premières
- Risques opérationnels
- Répercussions des activités terroristes et de l'instabilité politique
- Conjoncture économique
- Dépenses d'ordre militaire
- Fluctuations des devises
- Situation de trésorerie et accès à des sources de financement
- Clauses restrictives
- Fluctuation des taux d'intérêt
- Environnement commercial externe
- Pertes découlant de réclamations de dommages sous garantie
- Questions d'ordre environnemental
- Conventions collectives
- Main-d'oeuvre qualifiée

DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES CHOISIES

(en milliers de dollars, sauf les données par action)	Exercice 2012 (IFRS)			Exercice 2011 (IFRS)			Exercice 2010 (PCGR antérieurs)	
	31 déc. 2011	30 sept. 2011	30 juin 2011	31 mars 2011	31 déc. 2010	30 sept. 2010	30 juin 2010	31 mars 2010
Taux de change moyen utilisé pour convertir les revenus (ventes) et les dépenses ⁽¹⁾ (\$ CA / équivalent 1 \$ US)	1,0231	0,9802	0,9676	0,9860	1,0128	1,0391	1,0276	1,0409
Ventes	93 412	86 002	91 873	105 994	85 843	83 194	82 541	84 965
BAIIA ⁽²⁾	16 905	13 578	14 948	19 146	14 684	11 300	11 966	12 267
Résultat net	6 910	4 812	5 797	7 992	5 165	2 654	3 318	4 405
Bénéfice par action – de base (\$)	0,23	0,16	0,19	0,26	0,17	0,09	0,11	0,14
Bénéfice par action – dilué (\$)	0,23	0,16	0,19	0,26	0,17	0,09	0,11	0,14

⁽¹⁾ À l'exception des contrats de change à terme.

⁽²⁾ Exclut les frais de restructuration liés à la fermeture de l'usine de Rivière-des-Prairies d'un montant de 368 \$ pour le trimestre clos le 30 juin 2010 et de 269 \$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2010

PERSPECTIVES

Les conditions demeurent favorables dans le marché de l'aérospatiale commerciale même si la récente incertitude concernant la situation en Europe a légèrement réduit la croissance prévue du transport aérien. Selon les plus récentes prévisions de l'IATA, le marché des passagers devrait enregistrer une croissance de 4,0 % au cours de l'année civile 2012, comparativement à une estimation préliminaire de 6,1 % pour l'année civile 2011, tandis que le volume de fret aérien devrait demeurer stable au cours de l'année civile 2012, après avoir légèrement fléchi durant l'année civile 2011.¹

Dans le créneau des avions commerciaux gros porteurs, les fabricants ont annoncé plusieurs augmentations de la cadence de production de leurs programmes d'envergure pour les années civiles 2012 à 2014.² Ainsi, les sociétés Boeing et Airbus prévoient toutes deux une hausse des livraisons au cours de l'année civile 2012 comparativement à l'année précédente. De plus, elles ont obtenu à elles deux de nouvelles commandes nettes pour plus de 2 200 appareils durant

¹ Source : IATA, Prévisions financières de l'industrie, décembre 2011

² Sources : Communiqués de presse de Boeing publiés les 15 juin 2011, 20 déc. 2010 et 16 sept. 2010. Communiqués de presse d'Airbus publiés les 18 mai 2011, 3 février 2011 et 30 juillet 2010.

l'année civile 2011, soit un nombre deux fois plus élevé de commandes que lors de l'année précédente.

Le marché des jets d'affaires a montré des signes supplémentaires d'une reprise en 2011. Le taux d'utilisation des avions a augmenté et le nombre d'avions d'occasion à vendre, en proportion de l'ensemble de la flotte mondiale, est inférieur à celui de l'an dernier. En dépit de la faiblesse relative de la reprise économique, les livraisons de jets d'affaires devraient augmenter modestement au cours de l'année civile 2012, mais des sources de l'industrie anticipent une accélération par la suite et estiment que la croissance pourrait se poursuivre sur une période de cinq ans.³

Le marché de l'aérospatiale militaire s'est stabilisé, alors que les gouvernements tentent de résorber leur déficit. La Société croit toutefois que son portefeuille bien diversifié dans le secteur militaire et l'équilibre qu'elle maintient entre la fabrication de nouveaux composants et la fourniture de produits et services sur le marché secondaire, devraient atténuer son exposition à d'éventuelles réductions des budgets alloués à la défense. En ce qui a trait au programme du JSF, la Société prévoit toujours accroître, au cours de l'exercice 2012, son nombre d'unités produites et expédiées, comparativement à l'exercice 2011, en raison de l'accélération de la cadence de production de deux versions de l'appareil et de l'obtention d'une part plus importante de la production totale.

La conjoncture demeure favorable dans les principaux marchés industriels que dessert la Société. Dans le secteur de la production d'énergie, d'importants fabricants d'équipement nord-américains continuent à faire part d'un nombre croissant de nouvelles commandes. Les carnets de commandes des plus importants fabricants d'équipements lourds sont également en forte progression⁴.

Il est prévu que les dépenses en immobilisations pour l'exercice 2012 s'élèveront à environ 27 millions de dollars, incluant un investissement de 5 millions de dollars lié à la nouvelle usine au Mexique.

L'intégration de l'unité d'exploitation Landing Gear USA est presque terminée et la Société est en voie d'accélérer la cadence de production à sa nouvelle usine du Mexique. Ces développements positifs, jumelés à son bilan solide et les fonds disponibles en vertu de sa facilité de crédit, permettent à Héroux-Devtek d'envisager la possibilité de réaliser d'autres acquisitions stratégiques susceptibles d'enrichir son portefeuille de produits et ses technologies.

Au 31 décembre 2011, le carnet de commandes fermes de Héroux-Devtek s'élevait à 515 millions de dollars, comparativement à 526 millions de dollars trois mois plus tôt et 502 millions de dollars au début du présent exercice financier. Malgré ce carnet de commandes bien rempli et les solides relations d'affaires qu'elle entretient avec ses clients, la Société doit chercher à accroître encore davantage sa productivité et continuer à réduire sa base de coûts afin de demeurer

³ Sources : JETNET, FAA, Teal Group, Forecast International

⁴ Sources : Communiqué de presse de GE publié le 20 janvier 2012; Communiqué de presse de Caterpillar publié le 26 janvier 2012.

concurrentielle à l'échelle mondiale, compte tenu de la volatilité du dollar canadien et de l'incertitude liée à ses fluctuations continues par rapport à la devise américaine.

En supposant que le dollar canadien demeure à parité avec la devise américaine et en tenant compte des contrats de change à terme auxquels elle est partie, la Société prévoit que ses ventes enregistreront une croissance interne d'environ 5 % pour l'exercice financier qui prendra fin le 31 mars 2012 comparativement à l'an dernier. Comme les cadences de production de plusieurs programmes d'envergure augmenteront de manière plus importante après la clôture du présent exercice financier, la Société croit que l'accélération de sa croissance se poursuivra au-delà de l'exercice financier en cours. La direction est confiante de réaliser son objectif à long terme d'enregistrer une progression de 10 % par année, en moyenne, par le biais de la croissance interne et d'alliances stratégiques, pour autant que les cours des devises demeurent relativement stables.

Renseignements supplémentaires et information continue

Cette analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation a été approuvée par le Comité d'audit et par le conseil d'administration le 2 février 2012. De l'information plus récente concernant la Société est disponible sur le site Web SEDAR à l'adresse www.sedar.com.